

# GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@

Numéro 6 -- mars 2002  
>gazettegb@yahoo.fr<  
News in French, Spanish and English  
Established 1991 by Serge Thion

@@

US GO HOME

LA PALESTINE AUX PALESTINIENS

**BOUBUCHE GROBREDUILLE  
BEN LADEN COURT TOUJOURS**

**ET L'ANTHRAX ? SIGNÉ FURAX ?**

**ET OMAR ? L'EST OÙ L'OMAR ?  
LES FLICS AMÉRICAINS SONT FORTS AU CINÉMA**

**BUSH BOMBARDISTIC OR BOMBASTIC ?**

**L'AMÉRIQUE ABOLIT LE DROIT  
ABOLISSONS L'AMÉRIQUE  
NEUF PERSONNES SUR DIX EXÉCUTÉES PAR LA "JUSTICE"  
AMÉRICAINNE SONT BLACK OU LATINO.**

**ENRON ENRON PETITS PATAPONS**

**LA DETTE DU TIERS MONDE: 3000 MILLIARDS DE \$  
LA DETTE DES ETATS-UNIS: 5000 MILLIARDS DE \$**

**L'EUROPE DES TROUILLARDS  
RESTE DANS LE BROUILLARD**

**ISRAËL FONDÉ SUR LE MENSONGE  
SURVIT PAR LE MENSONGE  
ISRAEL DÉCLARE LA GUERRE AUX CIVILS PALESTINIENS  
SHARON ET BEN ELIEZER BIENTÔT À LA HAYE ?**

**GLOBALCOP PATAUGE AUX PHILIPPINES**

**LES USA DOIVENT ÉVACUER GUANTANAMO  
ILS N'ONT AUCUN DROIT SUR CUBA**

LA MÉMOIRE DU BOUBOUCHER

*We will win this war, Remember Vietnam ?*

*We will protect our homeland, Remember Sept. 11 ?  
and we will revive our economy. Remember Nasdaq ?*

Il a dit aussi: *We need to prepare our children to read.*

Do it ! (Message sur l'état de l'Union)

In Israel, the economy has not been this bad in years, and that is definitely related to the conflict. Today one in five Israeli children lives below the poverty line."

Naomi Harman Chazan, députée de gauche à la Knesset

*Village Voice* 30 01- 05 02

**édito**

**ON NOUS REFAIT LE COUP DE EISENHOWER**

**I == Une sauvagerie, oui, mais moderne**

Sans doute parce qu'il avait complètement oublié de recruter des juifs dans son cabinet, par contraste avec Clinton qui en avait rempli la moitié des portefeuilles ministériels, Boubouche s'est doté d'un porte-parole juif qui, devant les caméras du monde entier, joue à faire le juif, sinon même le juif israélien. Fin janvier, cet Ari Fleischer a été assez loin. Parlant des malheureux types qui se sont faits coxer en Afghanistan et que l'on a amenés au nouveau bagne de Guantanamo, il a eu cette phrase pleine d'échos: "Ce qui est en jeu, c'est la nature unique de ce conflit." (*Le Monde*, 30 janvier 2002) Le coup de l'unicité, on nous l'a déjà fait. C'est une ânerie rhétorique qui n'a qu'une seule fonction: paralyser la faculté de comparer et donc de juger. Dans l'histoire humaine, tout est unique et rien ne l'est. Si l'on veut penser, il faut commencer par la multiplicité, le classement, la comparaison qui, finalement, font la raison. Mais ce salopard de Fleischer avait des détails à ajouter: "Ils n'appartiennent pas à une armée organisée ou à un Etat organisé". C'est sans doute pourquoi les Américains se sont permis de venir le bombarder. Des types qu'on ramasse comme ça, généralement attrapés par les mercenaires des Américains, ne sont peut-être pas des gens d'une "armée organisée". Ceux de Valmy non plus. C'est un petit subterfuge pour laisser entendre que le droit ne s'appliquerait qu'à des situations organisées, et que les inorganisés tombent à la trappe. "Ils se sont rendus en Afghanistan pour s'entraîner au terrorisme". Peut-être bien, mais ce n'est qu'un soupçon. Et ce que des gens font dans un pays étranger ne regarde pas un Etat qui se trouve à 10.000 km de là. Les Américains n'ont pas prétendu que l'Afghanistan les avait attaqués. Ils ont dit que ce pays ne leur avait pas livré des individus contre lesquels ils n'avaient aucune preuve jusqu'à une certaine cassette, trois mois plus tard, sur laquelle pèsent toutes les suspicions. Et si ces gens étaient là pour "s'entraîner", alors ils n'avaient encore rien fait de répréhensible. "C'est un cas sans précédent, compliqué, et personne ne devrait être surpris d'entendre que les règlements contenus dans

la convention de Genève doivent être interprétés de manière moderne." Il y a, dans les propos de ce sagouin, plusieurs matières à réflexion.

D'abord, ce n'est pas la première fois que les forces armées américaines ont à faire avec des forces irrégulières, bien que ce terme ne s'applique sans doute pas aux talibans, forces régulières de l'Etat afghan, dit Emirats, mais simplement dénuées d'uniformes bien lavés et bien repassés à quoi on reconnaît les soldats d'opérette des Etats organisés, genre militaires américains dans les bureaux où ils se prélassent dans une proportion de neuf sur dix. Les troupes de combat ont eu à faire face à des maquisards aux Philippines, en Corée, en Colombie, au Nicaragua, pour ne rien dire du Viêt-Nam. Ces troupes et ces commandements américains se sont d'ailleurs illustrés par le recours systématique à la torture, aux camps de concentration, aux destructions de villages, au bombardement des civils. Des My Lai par centaines. Les bagnes atroces de Poulo Condore et de Phu Quôc étaient encadrés par des conseillers américains qui supervisaient les salles de torture. Il s'avère que la politique d'établissements de camps de concentrations pour civils dans le cadre de l'armée américaine a été rénovée et "modernisée" en 1997. Alors, les conventions de Genève n'ont jamais constitué un frein à la sauvagerie naturelle des Yanquis.

Il y a un précédent -- tant pis pour le caractère unique de toute chose -- à ce mépris total pour les normes de la civilisation que représentent, tant bien que mal, ces fameuses conventions de Genève. En mars 1945, le chef du théâtre d'opération européen le général Eisenhower soumit à l'approbation de l'état-major général américain (Combined Chiefs of Staff), qui la lui donna le 26 avril 1945, la décision de ne pas traiter les prisonniers allemands selon les règles édictées par les conventions de Genève. Pour ce faire, les prisonniers de guerre allemands, le jour de la défaite, et ensuite, se muèrent en DEF (*Disarmed Enemy Forces*), en "forces ennemies désarmées". Ce statut, fabriqué dans la cervelle surchauffée des chefs militaires US, permettait de retrancher du lot commun tout soldat allemand que les vainqueurs désignaient comme "criminel de guerre" ou suspect (*wanted*) et il ne devait pas faire l'objet d'une déclaration publique. Cet extraordinaire tour de passe-passe allait permettre de faire crever de faim des dizaines ou des centaines de milliers de prisonniers, enfermés dans des camps en plein air, et traités pire que du bétail. Le même écoeurant baratin fut servi par Dean Acheson, secrétaire d'Etat intérimaire, qui déclara au Comité international de la Croix-Rouge, le même qui a été voir Guantanamo, et qui ne dit jamais rien en public, que "la politique de ce gouvernement (états-unien) est de donner à ces détenus (DEF) le même statut que celui des prisonniers de guerre." (James Baque, *Other Losses*, p. 27-28 et 208 n7). On se demande bien pourquoi il fallait alors subrepticement violer les conventions de Genève en refusant d'accorder à des prisonniers de guerre (d'une armée organisée d'un Etat organisé, et même très organisé...) le statut de "prisonnier de guerre", tel qu'il est décrit dans les textes qui portent la signature de toutes les Puissances, y compris les Etats-Unis. Dans ce statut, on dit essentiellement que les prisonniers de guerre doivent être traités, matériellement, comme les soldats de base de l'armée qui les détient. C'est bien ça qui est impossible aux membres d'une nation qui se prend pour le peuple élu. Ce que les Américains font en ouvrant le bagne de Guantanamo au mépris de toutes les règles de droit dont ils nous bassinent depuis vingt ans, est la preuve de leur inhumanité fondamentale. On reproche, à juste titre, aux Chinois leur mépris des droits de la personne et leur système répressif de masse et on voit que les Américains font exactement la même chose. On a aboli l'Union soviétique. Abolissons les Etats-Unis d'Amérique.

## II == Encore des suppositions

Les zorros du *Washington Post* entreprennent de nous raconter la confusion qui s'est installée dans les milieux dirigeants américains au matin du 11 septembre 2001. (Woodward et Balz, "America's Chaotic Road to War", *Washington Post*, 27 janvier 2002).

Ils ont interviewé beaucoup de monde dans ce petit milieu, y compris le président Boubouche. Quittant la Floride où il n'avait rien d'autre à faire qu'à se donner du bon temps avec son frère Jeb, Walker Boubouche, monté à bord du croiseur aérien de luxe (réaménagé par Clinton) Air Force One arrive à Berksdale à 11 h 45. De là, il téléphone à sa femme. Et il s'enferme quelque part, les journalistes sont muets sur l'heure qui suit. On annonce à 12 h 16 que tous les avions civils, plus de 4000, qui étaient en vol se sont posés. "Vingt minutes plus tard", soit vers 12 h 36, il entre dans une salle de conférence où il va parler devant des caméras de télévision. C'est la première déclaration officielle, qui intervient donc 3 heures après le choc des avions qui sont entrés en vol dans les tours de Manhattan. Comme une sorte de contraste, il a maintenant l'air sombre (*looking grim*), il a les yeux bordés de rouge; il a l'air hagard, en fait (*not a reassuring picture*), il ne maîtrise pas son souffle (*he spoke haltingly*), il en bafouille (*mispronouncing several words*) et il a les yeux fixés sur ses notes.

Les journalistes ne se posent aucune question. Ils sont même là pour empêcher qu'on s'en pose. Ils ne voient pas qu'il y a un hiatus. Pendant cette heure-là, de 11 h 45 à 12 h 36, **il est arrivé quelque chose à Bush**. Ce n'est pas la chute des tours, il était déjà au courant. **Il y a quelque chose d'autre, quelque**

**chose qui lui coupe le souffle, qui le met au bord des larmes, qui l'empêche de penser et de parler.** Il est obligé de fixer son papier sans arriver même à le lire correctement. Ce n'est évidemment pas ce qui est arrivé à New York qui peut le mettre dans cet état, ce qui le trouble au plus haut degré, le submerge d'émotion au point de lui faire perdre sa composition et sa *composure*, c'est ce qui lui arrive à lui, George Walker. A qui a-t-il parlé avec les liaisons téléphoniques sécurisées ? Pas aux membres de son cabinet, puisqu'il était déjà en rapport avec eux dans Air Force One. Vers quel mentor s'est-il tourné ? Qui l'a fait président ? Qui pouvait le conseiller, lui indiquer la voie ? Ma suggestion est qu'il a téléphoné à son père, George Bush senior, l'ancien président, l'ancien patron de la CIA et de beaucoup d'autres entreprises liées au pouvoir réel aux Etats-Unis. Bush senior, ou un autre, a pu alors affranchir le godelureau de la Maison blanche, lui expliquer en cinq minutes pourquoi il y avait eu cet attentat à New York, pourquoi le jeune Bush devait tourner casaque et abandonner son ridicule isolationnisme et se lancer dans une guerre à outrance, contre tous et partout. On a fait comprendre au "président" qu'il avait intérêt à faire ce retournement très vite car un accident serait vite arrivé, et dans ce contexte il ne surprendrait personne. Souviens-toi de Kennedy. W s'est retrouvé le dos au mur, menacé par la mafia qui détient le vrai pouvoir, alors qu'il est assez bien placé pour savoir que le sien n'est qu'une apparence, une fiction. Il ou ils lui ont flanqué la frousse, il en avait les larmes aux yeux et il bégayait. On lui a dicté un texte et il n'a eu qu'à le lire, ou essayer de le lire.

Par la suite, dans l'après-midi, à bord d'Air Force One qui se dirige vers le Nébraska, -- George W. ne veut pas y aller mais son "chef de la sécurité" ne lui laisse pas le choix -- il appelle son père au téléphone. Les assistants du président se retirent, pas discrétion, disent les journalistes. On n'en sait que ce que le président veut bien dire et ce n'est pas grand-chose.

Je sais bien qu'il ne s'agit que de suppositions, qui ont pour elles les apparences. Mais je constate aussi que le nombre de sceptique qui n'acceptent pas la version concoctée par la connivence entre les gens du gouvernement et les journalistes -- qui n'ont qu'un seul rêve, celui d'entrer dans l'intimité des gens du gouvernement, ce nombre est grandissant.

Pour aboutir à une telle situation, il y a forcément eu un complot, une manière de conspiration. Faudra-t-il attendre le retour de Gorge Profonde ? (Deep Throat, qui informait les journalistes du *Washington Post* de ce qu'ils devaient chercher et trouver pour monter l'affaire du Watergate qui a abouti à la démission du président Nixon...) Voilà quelqu'un qui n'a jamais été identifié... Qui fait et défait les rois ?

### III == L'Amérique tourne Enron

Au fur et à mesure que se développe cette comédie qui est née dans les banlieues chics de Houston, sorte de petite futuropolis surgies des palétuviers entre une sale mer chaude et un désert pourri, avec les opossums qui jouent dans les sacs-poubelle, on voit s'entrouvrir des aperçus sur les profondeurs de la société américaine, la plus absurde et la plus inhumaine de toutes les productions de l'horreur capitaliste. On dirait que les hautes sphères de la bonne société ont décidé de justifier les clichés des anti-américains et des séries télé poubelliques. Des dirigeants qui sont des gangsters de grande envergure, des travailleurs esclaves et surtout une presse en adoration perpétuelle devant le fric et le pouvoir. Le plus frappant, au milieu de l'évaporation des centaines de millions de dollars, c'est le système de pensée qui est derrière: c'est le système breveté Elie Wiesel: simuler la vertu, feindre la plus humble humanité, amasser des fortunes par-dessous la table, paralyser la critique ou l'opposition par le chantage. On retrouve tout dans l'affaire Enron, qui pourra servir à retourner l'Amérique comme on retourne une peau de lapin.

### IV == Wargames

La guerre américaine, on la voit qui se continue en Afghanistan. Des "drones armés", des avions sans pilote envoient des informations visuelles qui sont traitées par des informateurs. Des imbéciles analphabètes en kaki, planqués dans un bunker lointain (*remote control*) valident les choix des ordinateurs. C'est comme dans un jeu vidéo. C'est un jeu vidéo **en vrai**. Là, le réel est au bout du missile envoyé par le drone sur des gens. Le contre-amiral Stufflebeem ("le rayon qui bourre") a dit: "les informations recueillies en prévision de l'attaque et les indications postérieures [à celle-ci] semblent montrer que ces gens n'étaient pas des paysans". Donc les logiciels militaires ont identifié des types qui n'ont pas l'air de paysans, appuyant sur les mancherons de leur araire, ce qui justifie entièrement le fait de les transformer en chair à pâté. La porte-parole du Pentagone (vous savez, le coin où on ne voit pas les avions...) qui répond au prénom déterminé de Victoria (Clarke) a expliqué le contexte: "Dire que les conditions d'interventions en Afghanistan sont confuses est une litote. Il est impossible de dire si **ces gens appartiennent à tel ou tel camp**. [On devrait faire comme dans les films de samourai: leur planter un fanion dans le cul]. **Les gens sont de plusieurs camps, et ils changent de camp.**" (*Le Monde*, 13 février 2002). (*To say that the situation, to say that conditions in Afghanistan are confusing is an*



**incapables de penser à cette échelle historique.** Sous la direction de Sharon, cette grande masse est confrontée à la masse opposée -- les Palestiniens. Ceux-ci ne peuvent se mesurer à la force attaquante dans aucun domaine sauf un: la capacité d'encaisser les coups. La stratégie nationale palestinienne se résume en un mot: *sumud*, ténacité. Après la terrible leçon de 1948, les Palestiniens savent que c'est un combat pour la vie -- la vie du peuple palestinien et la vie de chaque Palestinien et de chaque Palestinienne. Ceci génère une force de résistance qui étonne les généraux de Sharon, de la même façon que la résistance russe étonnait les maréchaux de Napoléon.

Yasser Arafat symbolise cette faculté plus que quiconque. Même ces Palestiniens qui ont l'habitude de critiquer ce style de direction (surtout les membres de l'intelligentsia éduqués à l'occidentale) savent qu'il n'y a personne d'autre que lui dans une crise existentielle. L'homme assis à Ramallah face aux tanks est la personnification de la détermination des Palestiniens à défendre leur existence nationale dans leur patrie, quel que soit le prix.

Le Napoléon israélien ne comprend pas les Palestiniens, pas plus que le vrai Napoléon ne comprenait les Russes. Lui et ses partisans croient qu'Arafat est un personnage isolé, bloqué, "hors jeu". Ils ne peuvent comprendre que, précisément dans une telle situation, Arafat est plus fort et plus influent que jamais. Quant au vrai Napoléon, il a gagné la bataille de Borodino et en entré à Moscou en glorieux vainqueur. Mais quelques semaines plus tard, le même Koutousov l'a définitivement vaincu. Napoléon a dû rentrer chez lui, laissant derrière lui les restes d'une armée battue, mourant de faim et de froid.

26 janvier 2002.

Traduit par Maurice Charbonnier AMFP 187, 31 janvier 2002

Uri Avnery <[avnery@actcom.co.il](mailto:avnery@actcom.co.il)>, a well-known and prolific Israeli writer, has closely followed the career of Sharon for four decades. Over the years, he has written three extensive biographical essays about him, two (1973, 1981) with his cooperation.

## COLONISER L'ASIE CENTRALE

### Les Américains et les Français aménagent une base militaire au Kirghizstan

Les Etats-Unis et la France devraient commencer, début février, à aménager une base aérienne sur l'aéroport international de Manas, près de Bichkek, la capitale du Kirghizstan. Avec l'assentiment du chef de l'Etat kirghize, Askar Akaïev, les deux pays ont prévu de stationner des avions de combat sur cette ancienne implantation russe. A Paris, la décision a été prise par le ministre de la défense, Alain Richard, le 24 janvier. A Washington, on indique que, sans vouloir abuser du soutien kirghize, **la présence des armées américaines est vouée à durer "de longues années"**.

A l'heure actuelle, les Etats-Unis ont déployé, à Manas, 260 hommes du génie et une dizaine d'avions de transport Hercules. Les Français sont en voie d'acheminement, avec une soixantaine de sapeurs du génie de l'air.

Début février, des travaux seront entrepris pour "sécuriser" un site qui est civil à l'origine, et pour édifier notamment des hangars où les avions seront à l'abri, des dépôts de carburant et des soutes à munitions propres à chacun des types d'appareils. Ces travaux sont susceptibles de durer trois semaines, un préalable au déploiement des avions de combat.

#### **Désapprobation russe**

C'est à la fin février que devraient débarquer les premiers avions de combat. Les Etats-Unis projettent de déployer des F-18 de la marine et des F-15 de l'armée de l'air, venus de leur base en Grande-Bretagne. Au total, quelque 3.000 Américains pourraient mettre en œuvre entre trente et quarante avions à Manas. Les Français, qui ont un accord de Bichkek pour un an, ont prévu d'y poser six Mirage 2000-D et deux ravitailleurs en vol C-135F. Soit, au total, entre 300 et 500 hommes avec les soutiens.

Officiellement, ces moyens aériens sont destinés à lancer des frappes dites d'"opportunité" (close air support ou appui-feu rapproché) contre des cibles au sol dans le cadre de la chasse aux "poches" de résistance terroristes qui subsistent en Afghanistan. Une autre mission consistera à protéger la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) si elle venait à être menacée à Kaboul ou déployée ailleurs en Afghanistan.

Le Kirghizstan n'a pas de frontière avec l'Afghanistan, dont il est séparé par le Tadjikistan. Mais les Etats-Unis et la France ont obtenu du gouvernement tadjik l'autorisation d'utiliser son espace aérien et la possibilité de se poser sur la base d'Aini, proche de la capitale, Douchanbé, après que la piste a été aménagée. De sorte que les avions de ces deux pays pourront lancer des raids **sans passer par le Pakistan**.

Pour leur part, les Russes ont fait savoir qu'ils ne voyaient pas de justifications au déploiement durable d'avions de combat "de l'OTAN" en Asie centrale, spécialement dans d'anciennes Républiques de l'ex-URSS, à la faveur de la lutte antiterroriste.

De fait, la localisation de la base au Kirghizstan est plus importante que le volume des moyens aériens qui y seront stationnés. **Ce site, dès lors qu'il accueillerait discrètement d'autres types d'avions, permet d'organiser la surveillance de la Chine, de l'Inde ou du Pakistan et celle, aussi, de certaines régions, comme la Tchétchénie**, où la Russie veut garder le contrôle de ses opérations. Un avion-espion ou un drone, par exemple, fournissent des renseignements plus fins et plus frais qu'un satellite de reconnaissance.

Selon les experts, la base de Manas est à "un carrefour de l'observation" en Asie centrale, même si Américains et Français disent ne pas vouloir y rester.

Jacques Isnard

*Le Monde*, 31 janvier 2002.

#### **What's the Target of the U.S. Move into Central Asia?**

Two revealing reports on the Shanghai Cooperative Organization (SCO), created to fight terrorism and resist the U.S. Empire in Central Asia.

\* Article One: "Shanghai Grouping 'a Military Alliance'" - The Straits Times, (July 21, 2001)

\* Article Two: Interview with a Kazakh political scientist, Sharipbek Amirbek, from Kazakh TV, January 2, 2002

Introductory Notes by Jared Israel

[Posted 29 January 2002]

Russian, Chinese and other intelligence agencies knew full well that the so-called Islamist movement was a creation of US and Saudi Arabian Intelligence which poured billions of dollars into recruiting, training, arming, supplying and building bases for the "Afghan Arabs" in the 1980s. These terrorists became the future Al Qaeda:

[<http://emperors-clothes.com/news/sco.htm>](http://emperors-clothes.com/news/sco.htm)

*Ce site est à suivre. Il montre les documents et les analyses qui ancrent l'idée que les Etats-Unis sont lancé dans une opération impérialiste des plus classique (loin du baratin sur l'Empire et autres âneries modernistes), habilement camouflée derrière la chasse aux "terroristes", terroristes qu'ils ont longuement encouragés à l'épisode précédent.*

#### **MAUSSADE DÉCONFITURE**

Les affaires du Mossad tombent en quenouille. Les échecs ne se comptent plus. La bureaucratie étouffe tout. Des anciens agents poursuivent le Mossad en justice pour réclamer 6,5 millions de sicles de salaires en retard. Ephraïm Halevy n'est maintenu à la tête de l'Institut par Sharon que parce qu'il ne lui fait pas d'ombre. Bref, rien ne va plus. Et la cohorte des journalistes grassement payés pour faire des éloges du Mossad *urbi et orbi* va devoir demander l'aide sociale.

#### **LEARNING FROM THE NAZIS?**

The following appeared Friday, Jan. 25, 2002, in *Ha'aretz*, a leading Israeli daily paper, in an article by the respected military correspondent Amir Oren:

"In order to prepare properly for the next campaign, one of the Israeli officers in the (occupied) territories said not long ago, it's justified and in fact essential to learn from every possible source. If the mission will be to seize a densely populated refugee camp, or take over the casbah in Nablus, and if the commander's obligation is to try to execute the mission without casualties on either side, then we must first analyze and internalize the lessons of earlier battles -- even, however shocking it may sound, **even how the German army fought in the Warsaw ghetto.**"

Y'A DU LOUCHE

#### **Suicide Bomber Wounds two GSS Agents**

The two Israelis who were wounded in the explosion near the Taiba Bridge this morning are GSS agents. They were in the midst of escorting a suicide terrorist -- **an Israeli informer who apparently served as a**

**double agent** -- when he detonated the explosive he was wearing. The terrorist was killed on the spot, and the two agents were wounded with burns and shrapnel. They are listed in light-to-moderate condition.

*Les agents-doubles suicides, c'est rare.*

Arutz 7 30 janvier 02

FAUCON NOIR ABATTU

## La déroute des rangers à Mogadiscio, vue dans un cinéma de Somalie

Entre sa sortie, officielle, sur les écrans américains, et son arrivée dans les salles vidéo de Mogadiscio, il ne s'est pas écoulé deux semaines: le temps pour *Black Hawk Down* (Un Black Hawk abattu) d'être piraté et de faire le voyage entre les Etats-Unis et la Somalie, où se déroula la bataille du 3 octobre 1993 qui est racontée dans le film. Ce jour-là, un contingent de rangers, les forces spéciales américaines, était parti arrêter le général Mohamed Farah Aïdid, le puissant chef de guerre somalien, à bord de leurs hélicoptères Black Hawk. Ils tombèrent dans une embuscade: deux appareils furent abattus; les soldats américains, encerclés dans un quartier de la ville, perdirent dix-huit hommes. Le corps de l'un d'eux fut traîné par la foule dans les rues de Mogadiscio devant les caméras, **scène soigneusement gommée par le réalisateur du film. [C'était pourtant le plus rigolo, si on met de côté l'émasculatation rituelle des vaincus...]**

Au cinéma en plein air District Movie dans le quartier de Madina, un jeune milicien, kalachnikov à la main, est l'heureux propriétaire de la mauvaise copie vidéo envoyée par "des cousins de Dubai". Face à l'écran -- un des murs du cinéma -- les 500 spectateurs connaissent par coeur le scénario de ce jour historique.

**Lorsque les rangers tombent sous les balles des miliciens, les applaudissements montent en puissance.** Quand un hélicoptère Black Hawk est touché par un tir de roquette et s'abat en tournoyant sur le sol, et que des miliciens tirent le corps du pilote de l'épave fumante, une grande clameur s'élève... Un cameraman tente de filmer le public, mais aussitôt les visages se dissimulent derrière des pans de chemise, les injures fusent, des pierres volent. Un coup de feu claque, la balle perdue passe en sifflant au-dessus de l'assistance. A la sortie, Warfar Abdi résume le sentiment général: "Dans le film, on ne voit que des Américains, ils sont tous présentés comme des héros, et les Somaliens, on ne les voit que le temps d'une rafale de kalachnikov. On aurait aimé voir nos frères en train de se battre et de tuer vaillamment des Américains comme dans la réalité. Mais le véritable message du film, nous l'avons compris. Les Etats-Unis reviendront bientôt à Mogadiscio. Soi-disant pour lutter contre des terroristes, mais **en fait pour se venger de ce que nous leur avons fait subir !**"

L'imam El-Hadj Geesdiir, qui milite pour la guerre sainte et ne projette que des films "qui exaltent la guerre entre musulmans et chrétiens", attend lui aussi l'arrivée des Américains. "Ils veulent débarquer en Somalie pour nous convertir de force à leur religion. Mais qu'ils prennent garde. Nous allons lancer contre eux des armées de djinns."

Jean-Philippe Rémy

*Le Monde*, 2 février 2002.

GENÈVE VAUT-IL UN PET DE LAPIN ?

### **U.S. Officials Misstate Geneva Convention Requirements**

(New York, January 28, 2002) In a letter this morning to National Security Advisor Condoleezza Rice, Human Rights Watch rebutted claims made by some administration officials that key Geneva Conventions requirements do not apply to the Guantanamo detainees.

In a point by point response (Available online at:

<http://hrw.org/press/2002/01/us012802-ltr.htm>) to recent statements by the Bush administration regarding the Geneva Conventions, Human Rights Watch explained U.S. obligations to use competent tribunals where the prisoner of war status of detained belligerents was in doubt; that the Geneva Conventions do not prohibit the questioning of detainees, including POWs; and that POWs convicted of crimes can be detained even after the armed conflict ends.

"The U.S. government cannot choose to wage war in Afghanistan with guns, bombs and soldiers and then assert the laws of war do not apply," said Kenneth Roth, executive Director of Human Rights Watch.



"To say that the Geneva Conventions do not apply to a war on terrorism is particularly dangerous, as it is all too easy to imagine this 'exception' coming back to haunt U.S. forces in future conflicts."

The Geneva Conventions presume that a captured combatant is a prisoner of war, unless a competent tribunal determine otherwise on a case by case basis. While members of al-Qaeda would probably not meet the Geneva Conventions' requirements for POW status, members of the Taliban's armed forces mostly likely would. For the purposes of determining POW status, U.S. recognition of the Taliban as the legitimate government of Afghanistan is irrelevant-despite assertions to the contrary by some Administration officials.

Human Rights Watch also disputed assertions that the U.S. need for "flexibility" in interrogating the detainees precludes granting POW status.

"Some U.S. officials apparently believe that ignoring the clear mandate of the Geneva Conventions will preserve America's ability to interrogate the detainees," said Roth. "In fact, nothing in the Conventions precludes interrogating POWs for war crimes or other criminal offenses."

Roth notes that while POWs are not required to answer questions beyond name, rank, serial number and date of birth, the Geneva Conventions do not prevent interrogators from asking questions on other matters. And regardless of whether a detainee has POW status, interrogators cannot use torture or other forms of coercion. But they can use plea bargaining and other incentives to cooperation-and the patient, careful, sophisticated questioning that is always required to obtain information from hostile detainees.

Human Rights Watch also pointed out that the Geneva Conventions do not preclude the trial, conviction and sentencing of POWs. POWs can be charged and tried for war crimes, crimes against humanity or other acts that would be crimes if committed by U.S. soldiers. POW status would only provide protection for the act of taking up arms against opposing military forces. If convicted, POWs would serve their sentences confined under U.S. jurisdiction and would not be entitled to repatriation absent U.S. consent.

"It would be tragically shortsighted for the U.S. to ignore its obligations under the Geneva Conventions," said Roth. "These are a set of rules that protect all people, including American servicemen and women taken captive in war."

A copy of the letter sent to Condoleezza Rice can be found at: <<http://hrw.org/press/2002/01/us012802-ltr.htm>> From: Human Rights Watch <[hrwatchnyc@igc.org](mailto:hrwatchnyc@igc.org)>

#### TEXT OF PAID AD IN HA'ARETZ ANNOUNCING REFUSAL TO SERVE IN OCCUPIED TERRITORIES

We, being officers and soldiers in the combat reserves of the Israel Defence Force, having been brought up on Zionism, self-sacrifice and contribution to the Israeli people and the state of Israel, having always served in the front line, having always been the first to carry out any mission, easy or difficult, to defend and buttress the state of Israel;

we, combat officers and soldiers who serve the state of Israel for many weeks each year, regardless of the heavy personal cost, have rendered reserve service throughout the occupied territories and received orders and instructions that had nothing to do with the security of the state, and whose sole purpose is perpetuation of our domination of the Palestinian people;

we, having witnessed with our own eyes the bloody toll that the occupation takes on both sides of the divide; who have sensed how the orders we received erode every value we have imbibed in this country; who understand today that the price of the occupation is loss of the humane image of the IDF and corruption of the entire Israeli society;

**who know that the territories are not Israel, and that the Jewish settlements there will ultimately have to be evacuated;**

We hereby declare that we will no longer fight in the war for the welfare of the settlements in the territories. We will not continue to fight beyond the Green Line [Israel's pre-'67 border] for the purpose of dominating, expelling, starving and humiliating an entire people.

We hereby declare that we will continue to serve in the Israel Defence Force in any assignment that will serve the defence of the state of Israel. The assignment of occupation and repression does not serve that aim -- and we will have no part in it.

Suivent 52 signatures, specifying the signatories' reserve rank (ranging from first sergeant to major) and combat unit (paratroops, armour, engineers, artillery, navy, military intelligence, airforce, Golani brigade, Givati brigade, Nahal brigade).

27 janvier 2002

#### LICENSE TO KILL

The Supreme Court rejected today two petitions against Israel's policy of targeting and killing known terrorists. The suits were submitted by an Arab MK and a dead terrorist's wife, respectively. The judges adopted the State's position that these actions are **part of a war**, and are therefore not judiciable. Hon.



The intifada has crystallized two important trends within Palestinian politics and society. The first, a split between old and young within the nationalist movement, has greatly constrained the PA leadership's capacity to manage the current crisis and engage in substantive negotiations with Israel in the short term. The second, a broader decline in the power of the nationalists relative to the Islamists (such as Hamas), has created a long-term challenge to the nationalists' ability to lead the Palestinian people.

When the Oslo agreement was signed in September 1993, two-thirds of Palestinians immediately supported it. Their expectations were high: Oslo was supposed to usher in the end of occupation, the establishment of an open and democratic political system, and a quick improvement in economic and living conditions. But the golden era of the peace process did not last long. Palestinian popular approval of the Oslo process peaked at 80 percent in early 1996, and support for violence against Israeli targets bottomed out at 20 percent. Just before the Palestinian general elections in January of that year, support for Fatah, the mainstream nationalist movement headed by Arafat, reached the unprecedented level of 55 percent, and Arafat's own popularity leaped to 65 percent. Meanwhile, support for all opposition groups combined -- both nationalist and Islamist -- dropped to 20 percent, down from 40 percent two years earlier. When the current Palestinian political system came into existence after those elections, it had real legitimacy. Seventy-five percent of eligible voters participated, despite the call by opposition groups for a boycott. Arafat received more than 70 percent of the vote, with about 22 percent casting blank ballots and only 8 percent voting for his rival, Samiha Khalil. Fatah won 77 percent of the seats in the new Palestinian Legislative Council (PLC).

Between 1993 and 2001, with the sole exception of 1994, Palestinian support for the Oslo agreement never dropped below 60 percent. But Palestinian hopes began to fade away as a result of both Binyamin Netanyahu's election as Israel's prime minister in mid-1996 and the continued building of Jewish settlements in the West Bank and the Gaza Strip. Palestinian expectations that the peace process would soon lead to statehood and a permanent settlement dropped from 44 percent during Shimon Peres' prime ministership in 1995-96 to 30 percent in the first year under Netanyahu. Four years later, with Ehud Barak having replaced Netanyahu and Jewish settlements continuing to expand, expectation of a permanent settlement sank to 24 percent. Once Ariel Sharon won election as Israel's head of government in early 2001, a mere 11 percent of Palestinians clung to that hope.

The loss of confidence in the ability of the peace process to deliver a permanent agreement on acceptable terms had a dramatic impact on the level of Palestinian support for violence against Israelis, including suicide bombings against civilians. In July 2000, after U.S. President Bill Clinton's failed attempt to broker a final peace settlement at Camp David but before the eruption of the second intifada, already 52 percent of Palestians approved of the use of violence; a year later, that figure reached the unprecedented level of 86 percent. Other casualties of Oslo's demise have been the popularity of Arafat and that of his Fatah organization. The Camp David summit brought Arafat's popularity, which had been dropping steadily since 1996, down to 47 percent. A year later it hit 33 percent. Support for Fatah, meanwhile, dropped to 37 percent in July 2000, and a year later fell to 29 percent.

Surprisingly, before the intifada the Palestinian Islamists did not significantly benefit from Arafat and Fatah's decline -- deserters from the mainstream nationalist cause simply chose to remain on the political sidelines, and the Islamists' support levels hovered consistently around the mid-teens. The intifada changed that dynamic, however. By July 2001, the Islamists' popularity had increased to 27 percent. And for the first time ever, support for Islamist and nationalist opposition groups, combined at 31 percent, surpassed the 30 percent garnered by Fatah and its allies.[...]

#### **Changing of the guard**

Between 1967 and 1994 the Palestinian national leadership lived in a diaspora, with the PLO headquarters moving from Jordan to Lebanon to Tunisia. Local leadership in the West Bank and the Gaza Strip, meanwhile, sought to assert itself from time to time, only to be decapitated by the Israelis or discouraged by the PLO. The PLO's defeat at the hands of Israeli soldiers when Israel invaded Lebanon in 1982 lessened its centrality in Palestinian politics and weakened its hold on Palestinians in the occupied territories. Indeed, the center of gravity in Palestinian politics began to shift from the outside to the inside. It was the newly emerging leadership in the occupied territories, for example, that initiated and sustained the first intifada from 1987 to 1993.

In 1994, however, implementing the Declaration of Principles negotiated at Oslo, the PLO leadership returned home to the West Bank and Gaza to establish the Palestinian Authority. Since then, the relationship between the older, established nationalist leadership and the younger, emerging one has not been easy. Efforts by the old guard to co-opt or accommodate the young leaders of the first intifada have not always succeeded, chiefly because of the old guard's authoritarian tendencies. Nonetheless, the euphoria accompanying the partial Israeli withdrawal from occupied Palestinian territory, the holding of the

first national elections in 1996, and the establishment of the first Palestinian government in modern history have produced an appearance of harmony.

The old guard is composed of the founders of the Palestinian national movement, together with the leaders of various guerrilla organizations and the PLO bureaucracy. These men, few of whom are under 50, have spent most of their political lives outside the Palestinian territories. This political establishment dominates both Fatah and the PA. Key figures in this group, such as Mahmud Abbas (also known as Abu Mazin), Ahmad Qurie (also known as Abu Ala), and Nabil Sha'ath, have also controlled the Palestinian team in the peace negotiations.

The young guard is composed of newly emerging local leaders as well as the leaders of the first intifada. Most are no older than 40. A few serve in the PA cabinet and the PLC, and as heads or senior members of different security services. But as a whole, the group lacks cohesion, leadership, and formal authority. Indeed, certain younger nationalists are known as gangsters or warlords among some of their fellow Palestinians; others, such as Sami Abu Samhadaneh in Rafah and Aatif Ebiat in Bethlehem, have been targeted for assassination by the Israeli army, and the latter was killed this past October. But certain prominent members of the young guard, such as Marwan Barghouti in Ramallah and Husam Khader in Nablus, are more respectable. Although the young guard has little voice in the main PLO institutions, it has more power in Fatah bodies such as the High Committee and the Revolutionary Council, as well as in Fatah's semi-militia, the Tanzim, and armed wing, al Aqsa Brigades. [...]

The old guard has a clear leadership hierarchy. Arafat does not simply dominate this group; its survival depends on his continued presence and support. The young guard also recognizes Arafat's leadership, but it does not derive its legitimacy from him; indeed, it is Arafat who needs to demonstrate credibility to the younger leaders, by tolerating their alliance with the Islamists and their violent confrontations with the Israeli army. Since March 2001, as Israel has begun targeting the regular PA police and security forces, Arafat has even allowed units from the Presidential Guard and the Palestinian intelligence services to participate in attacks on Israeli soldiers and settlers, despite the risks involved. He apparently feels the alternative method by which to gain the approval of the young guard -- opening up the Palestinian political system and encouraging a true transition to democracy -- is even less attractive.

But the young guard continues to demand more from Arafat's camp. It wants transparency, accountability, a campaign against corruption, and more direct confrontation with Israel. It has also called for the establishment of a national unity government that would include not only representatives from its own ranks, but also senior members of Islamist and other opposition groups. And it has strongly supported local and international demands for good governance, including respect for the rule of law, an independent judiciary, a stronger role for the legislature, and stronger and more efficient public institutions.

#### **Ends vs. means**

The young guard strongly opposes any cease-fire agreement that would entail a crackdown on Palestinian nationalist or Islamist militants. Indeed, it has publicly condemned both the Mitchell Report (the conclusions of a fact-finding committee led by former U.S. Senator George Mitchell to look into the recent Israeli-Palestinian violence) and the Tenet Plan (the cease-fire and security plan put forth by Director of Central Intelligence George Tenet in June 2001). Rather than embrace these initiatives for ending the violence, the young guard wants Arafat to "come out of the closet" by publicly endorsing the intifada's goals and methods and by ordering PA security forces to join the armed confrontations. The old guard, on the other hand, doubts the efficacy of violence and is critical of even the minor involvement of some PA security forces in the fighting. Nevertheless, many of its members are convinced that Arafat cannot seriously confront the young guard without a reasonable chance for a peace agreement with Israel, and some accept the argument that on the way to reaching this goal the occasional participation of official security services in the fighting is essential. When the time comes to end the armed confrontations, they reason, only those with a credible record of fighting will have the domestic legitimacy and resolve to confront and detain those who want to continue.

Some members of the old guard outside the PA have sought to distance themselves from the government and establish a new forum for political mobilization and reform. In January 2001, for example, the speaker of the Palestinian National Council, which represents Palestians in the West Bank and Gaza as well as in the diaspora, demanded that the PA fully address government corruption and the absence of the rule of law, called on the members of Arafat's cabinet to resign, and called for the establishment of a "national independence organization." The young guard did not embrace the idea, however, and has sought to assert itself not through the open condemnation of the PA but rather through defeat of the Israeli army.

As for its ultimate political objectives, despite what some in Israel and the West think, the young guard shares with the old regime the goals of an independent Palestinian state (with Arab East Jerusalem as its capital) living side by side in peace with Israel, and a just solution to the refugee problem. Although most members of the young guard advocate a more hawkish version of this basic position than their older

counterparts, their position probably reflects the heightened threat perception generated by daily bloodshed; some members of the group, such as Sari Nusseibeh, the president of al Quds University and Arafat's representative in East Jerusalem, advocate quite moderate positions on the peace process and oppose pursuing their goals through violence.

**The chief difference between the young guard and the old guard with respect to Israel lies in how they define victory in the battle against occupation.** Arafat's group seeks a negotiated settlement that would not only end the occupation but also allow the established leaders to remain in power in Palestine for years to come. By contrast, the young guard does not consider negotiations a necessary part of the equation; a unilateral Israeli withdrawal or separation would suit it just as well. The insurgents could not oppose a negotiated settlement supported by the majority of the Palestinians, should one ever emerge. But they realize that only the old guard can negotiate such a deal, for only it has a unified national leadership and a well-articulated vision, as well as experience and connections with Israelis. So for the young guard, a unilateral Israeli withdrawal or separation is a more attractive way of achieving Palestinian nationalist objectives: in bypassing the negotiations between the Israelis and the PA, it would render the old guard irrelevant and elevate the young guard to power.

At first the PA establishment welcomed the new intifada because it thought the increased pressure on Israel would strengthen its hand at the negotiating table. The young guard, however, saw the uprising as a means to disrupt negotiations rather than pursue them. The failure to achieve a breakthrough at Camp David affirmed these younger leaders' belief that the Palestinians could end the occupation on their own terms only through armed popular confrontation.

**To increase pressure on Israel and to strengthen its domestic position, in the first weeks of the intifada the young guard formed an alliance with the Islamists and other opposition forces.** Even though they disagree over ultimate objectives, the young guard prefers to have the Islamists in its coalition and under its leadership, not least because it remembers how during the first intifada the Islamists created a parallel leadership, institutional structure, and armed wing.

The generation gap is not the only important division in Palestinian politics and society. The divide between nationalists and Islamists is also crucial, as is a sometimes hidden debate between advocates and opponents of the Oslo peace process. Some young guard members, particularly those already integrated into PA and PLO institutions -- along with those such as Nusseibeh who are influenced by the tradition of nonviolence -- agree with most of the old guard that the current uprising is a dramatic mistake. Given the current political stalemate and overwhelming popular support for armed confrontation, however, this group has been marginalized and remains quiet.

#### **At the crossroads**

Whether Palestinian domestic tensions are resolved or exacerbated will depend on which of three possible scenarios emerges. If the simmering Palestinian-Israeli impasse continues, the chief beneficiary will be the Islamists. If Israel opts for a significant unilateral withdrawal or separation, however, the young guard will profit. And if the Israeli and Palestinian leaderships can agree on some form of significant negotiated settlement, whether transitional or permanent, the old guard will gain a new lease on life.

The continuation of the status quo would lead to a further drop in Palestinian support for the peace process and the compromises it entails, along with continued high levels of support for the use of violence. The PA's legitimacy would continue to diminish, and the popularity of Arafat would decline along with it. The conflict between the old and young guards would further split and weaken the nationalist camp, with the latter gradually gaining ground on the former as a major leadership shift occurred. Arafat would probably continue in power, but his room for maneuver would be extremely constrained. If he were to disappear from the scene, his exit would hasten the demise of the old guard and lead to infighting among the members of the young guard looking to take their place. Those younger leaders currently integrated into the PA would probably join forces with the young guard and provide foot soldiers, public support, and above all political respectability. Whether Arafat remained or left, however, the general balance of power would continue to shift from nationalists to Islamists, with the latter camp eventually succeeding in becoming the dominant force in Palestinian politics and society.

An Israeli unilateral separation or withdrawal, in contrast, would give an unqualified victory to the young guard. Unilateral separation seems attractive because it does not require a partner on the other side. As they conclude that the Palestinians cannot or will not accept the compromises on offer, many Israelis are becoming convinced that separation is the only way to reduce their country's vulnerabilities. A majority of Israelis today support the idea of building a wall to separate the two communities, although the extent of support for the plan depends on where the line of division would be drawn. The larger the Israeli withdrawal and evacuation, the more lukewarm the support becomes. Nonetheless, the idea has enough backing across the political spectrum to make it a credible possibility.

Any unilateral Israeli withdrawal from Palestinian areas would be compared to the Israeli withdrawal from southern Lebanon in 2000. The old guard would likely behave as the Lebanese government did, whereas the young guard would behave like Hezbollah. That is, the PA would not assume control over the newly evacuated territory and settlements, leaving a newly strengthened alliance of young nationalists and Islamists to declare those areas liberated and use them as bases from which to continue the fight against the Israeli army in the remaining occupied zones.

The young guard would likely scuttle any attempt by the PA leadership to use the occasion of an Israeli withdrawal as an opportunity to restart negotiations. Indeed, the younger leaders would probably try to convert their "victory" into open defiance or displacement of the old guard, thus consolidating their capture of the nationalist movement (although they would retain Arafat until an alternative leadership with more than local credentials emerged). Since the Palestinian public would view a unilateral Israeli withdrawal as a clear victory for the young guard, the fortunes of the nationalists in general would surge and those of the Islamists would fall.

A negotiated outcome, finally, would be the scenario under which the old guard could mount a comeback, because only the established PA leaders could deliver an agreement. And an Israeli-Palestinian accord that found support on the Palestinian street would reassert the PA's leadership. The young guard and the Islamists would try to torpedo the agreement, but in doing so they would be going against popular will. More significant, those young nationalists currently integrated into the PA would join forces with the old guard and support the agreement, rather than defecting to the side of their generational colleagues as they might after a unilateral Israeli withdrawal. If accompanied by domestic political reform, moreover, a negotiated deal with Israel could create conditions under which the older and younger wings of the nationalist movement would unify and undercut the standing of the Islamists.[...]

#### **Reform or perish**

The September 11 attacks had a significant but temporary impact on the Palestinian community. International outrage over terrorism and the U.S. determination to lead an alliance into combat against it created new fears while opening new opportunities. Arafat was determined to avoid any association with terror against civilians and eager to show solidarity with the United States. Most Palestinians, including the young guard, feared that Israel would take advantage of the crisis to launch a devastating attack against the PA-controlled areas. And Palestinian Islamists feared being linked to Osama bin Laden and his network. As a result, the Islamists refrained from suicide attacks against Israeli civilians, the young guard kept its distance from its allies, and the old guard's international credentials became an asset and a useful cover. For Arafat, the cost of continued appeasement of the young guard increased dramatically, and he may well have feared for his own survival.

At the same time, however, the U.S. need for Arab and Islamic support in the war against terror provided opportunities. It was only in the aftermath of the Persian Gulf War, after all, that a U.S. administration could do what was necessary to bring about the Madrid Middle East Peace Conference, which set up unprecedented direct peace negotiations between Israel and all its Arab neighbors. The old guard hopes for something similar this time as well. So Arafat has used pressure and persuasion to get his internal opponents to accept a temporary calm.

Neither the young guard nor the Islamists believed Sharon would play along, though, and so far their skepticism has proven justified. Committed to the notion that Arafat's hand is behind every violent incident, Sharon and senior members of the Israeli army and intelligence community seem to have reached the conclusion that Arafat is no longer a partner. Indeed, they may be engaging in a steady but piecemeal process of delegitimation and liquidation of his authority. They have understood that the relative calm on the Palestinian side could be only temporary and have apparently sought to deny him the potential lifeline that post-September 11 international diplomacy might offer. The Israeli policy of assassination and incursions into territories that it had already handed over has continued, even though Arafat succeeded in reducing the level of violence by more than 80 percent in short order. And it may well be that even well-intentioned outside diplomatic efforts will be unable to force Arafat to make a full commitment to the cease-fire or check Sharon's continued provocations.

Arafat and the old guard are thus unlikely to opt for a full cease-fire and may even lack the capacity to enforce one. Since the eruption of the second intifada they have had to walk a delicate tightrope: the PA no longer enjoys a monopoly over the use of force in its territory, its legitimacy is questioned by the Palestinian street, its public supports violence and opposes cracking down on either the Islamists or the young guard radicals, and no viable political process looms on the horizon. If Arafat acts to suppress his internal opponents he risks being seen, if successful, as an Israeli lackey or even another Sa'd Haddad (the commander of the South Lebanon Army created by Israel in the late 1970s to provide security for northern Israel). And if unsuccessful, he faces a civil war.

His choices are therefore limited. In a changed political environment, one in which Arafat obtains legitimacy and public support, he could move to enforce a cease-fire. Such an environment could be triggered by a jump-starting of the peace process, initiated and led by the United States and supported by the international community, but the odds of this happening are clearly very low.

Yet if the current situation looks bad, it is easy to imagine how it could get worse. Today Arafat's leadership is the glue that keeps the old guard and young guard together, preventing a full and immediate takeover by the latter. Despite his poor communication skills, Arafat continues to give the Palestinian public a sense of stability, thus preventing large-scale breakdown of law and order. His presence deters the Islamists from posing an immediate threat to the shaky dominance of the nationalists; in his absence, all hell could break loose.

Of course, Arafat and the PA have an alternative to this bleak future: instead of waiting in vain for an American or international peace plan to rescue them, they could embark now on a process of political reform. Doing so would allow the nationalist movement to regain the support of most Palestinians while integrating its two central factions. For Arafat, the old guard, and the Palestinian community in general, the message would seem to be clear: reform or perish.

The figures cited here are based on more than 75 surveys conducted by the author in the West Bank and the Gaza Strip, including Arab East Jerusalem, in 1993-2001. The sample size in each of the surveys ranged between 1,300 and 2,000 people in face-to-face interviews. Details about the survey methodology are available at the Web site of the Palestinian Center for Policy and Survey Research (<http://www.pcpsr.org>).

*Foreign Affairs*, January / February 2002.

Khalil Shikaki is Associate Professor of Political Science at Bir Zeit University and Director of the Palestinian Center for Policy and Survey Research in Ramallah.

#### COMMENT SAUVER LES JUIFS ?

En les envoyant au Birobidjan, une contrée merveilleuse, faite pour eux par la prévoyance du génial Joseph, où coulent le lait et le miel. (Attention aux godasses). Voir l'excellent exposition sur le web:

**Retour sur le Birobidjan.**

<http://birobidzhan.swarthmore.edu/index2.html>

#### LA CRÈME

Ce coup-ci on a eu la crème. Pensez donc: en tête, Raphaël Draï, un prof de Marseille qui galéje toujours: d'après lui, tout ce qu'il y a de bon dans l'humanité vient des juifs, les autres, il le dit sans le dire, c'est du caca; Patrick Gaubert, l'homme qui, sous Pasqua, voulait mettre des comités de surveillance partout, une sorte de Big Brother spécial pour les goyim; Alain Jakubowicz, le tsar de Lyon, qui tire les ficelles de toutes les grandes panurgies locales: Serge Klarsfeld, roumanoïde associé, père d'un patineur; Mark Knobel, qui se dit chercheur mais qui est surtout réclamateur de sanctions qu'il n'obtient pas; Jacques Tarnéro, imposteur professionnel et chercheur bidon; Robert Redeker, valet de chambre; Shmuel Trigano, professeur de sépharadie à Nanterre, tous expressions hautement raffinées du judaïsme politique. La crème de ceux qui **défendent** les juifs. Car il paraît qu'on attaque les juifs. Qu'on a parlé de Bantoustans pour qualifier la politique israélienne dans les territoires occupés. (*Le Monde*, Durban-sur-Seine, 22 janvier 2002).

Alors voici ce que fait la crème: elle défend Israël. Elle anonymise les atrocités: "Certes, la réalité sur le terrain est cruelle (ils n'osent pas nier une réalité qui est visible tous les jours sur les écrans de la télé), mais cette situation est due à la guerre qui s'y déroule." C'est la faute à "la guerre". On ne dit pas que les Israéliens mènent une guerre impitoyable pour contrôler un territoire qui ne leur appartient pas, que c'est une guerre de conquête qui dure depuis 1948, non, cette guerre n'a pas d'auteur et n'a pas de cause. Tout le monde est victime, les Israéliens aussi d'ailleurs et la crème des auteurs tartine à longueur de colonne pour déplorer les souffrances que "la guerre" inflige aux malheureux Israéliens. Pourtant, on ne les a pas entendus déplorer les souffrances que vivait les Allemands dans l'Allemagne nazie pendant que "la guerre" l'obligeait à rafler et à déporter les juifs.

On a utilisé une comparaison avec l'apartheid. Ces messieurs trouvent le terme "blessant". Mais qu'est-ce qui est blessant? Le mot ou la chose? Il n'est que de décrire, d'entendre les récits pour voir que la politique israélienne **est bien pire que celle de l'apartheid**, bien pire que celle des nazis, questions de mots mises à part. Ces défenseurs des juifs sont en fait des défenseurs d'Israël et c'est ce poids qui les entraîne vers l'abîme. Ils ont trouvé Durban un "déchaînement intolérable d'invectives", le franchissement d'un "seuil de violence" insupportable. Mais à qui la faute? Qui fait tous ces actes barbares en Palestine? La crème des auteurs détourne le problème en affectant de croire qu'il s'agirait de "vilipender et outrager le monde juif". **On s'en fout du monde juif. Personne ne s'intéresse au "monde juif"**. Ce qui choque la conscience mondiale, telle qu'elle s'est exprimée un peu partout et entre autres à Durban, c'est

l'application d'une politique essentiellement raciste par le truchement de la terreur militaire. Que ce soit une politique menée par les juifs, ou par les monomotapiens ou les yahoo ne change rien à l'affaire. Délégitimer Israël ? C'est impossible. Il faudrait qu'Israël ait la moindre légitimité. Si cet Etat croupion en a jamais eue, il l'a perdue depuis longtemps.

Durban, dur ban, ce n'est qu'un début. Continuons le combat.

#### VIVENT LES PLATONICO-MACHIAVELIENS

Redeker, le valet de chambre évoqué plus haut, se hausse du col et rend compte, dans les colonnes du *Monde*, (25 janvier 2002) qui manque cruellement de chroniqueurs pour rendre compte de ce genre de sujet, du Taguieff nouveau qui vient d'arriver: *La nouvelle judéophobie*, publié par une mystérieuse "association du 2 mars" (que s'est-il passé un 2 mars ?), et encore 238 p. C'est un remake de l'histoire de l'aveugle et du paralytique. Il paraît que T. travaille avec une méthode "platonico-machiavélienne", c'est à dire qu'il oblige le lecteur putatif à se détourner de l'illusion pour considérer la réalité. Ah! Ah!. La bêtise de ce Redeker est proprement insondable et ne laisse pas de surprendre à chaque fois, par l'originalité de son expression. Tous ces gens-là sont, finalement, mis au pied du mur, des sionards inconditionnels, complices d'abominables crimes contre l'humanité et devraient être directement envoyés aux mines de sel. Basta!

Si, comme le dit un autre auteur, toujours entre deux vins, accoudé au comptoir du PMU, Guy Konopniki (*La faute des juifs, réponse à ceux qui nous écrivent tant*, Balland, 192 p.) «L'antisionisme et l'antisémitisme ne sont pas deux choses différentes», alors il faut en tirer la proposition platonico-machinchose que «le sionisme et le sémitisme (compris comme le fait d'être juif) ne sont pas deux choses différentes». Et que puisque ce ne sont pas, aux dires mêmes de ces gens-là, deux choses différentes, c'est que c'est la même chose, et que cette même chose, appelons-la comme on veut, est l'objet de la répulsion universelle parce qu'elle ne prospère, en Palestine, que sur le crime et l'assassinat. Fermons le ban, le dur ban.

#### CAMPAGNE CONTRE L'IRAN

5 février JTA:

\* Foreign Minister Shimon Peres claimed Iran is sending its elite Revolutionary Guards to Lebanon to prepare for an attack on Israel.

\* Jordan claimed Iran was behind a series of attempted attacks on Israel from Jordanian territory.

Le chef d'état-major a déclaré aujourd'hui que l'Iran souhaitait étendre son influence dans la région

Le chef d'état-major a déclaré aujourd'hui que l'Iran souhaitait étendre son influence dans la région et tentait, pour cela, de s'équiper de missiles de longue portée, en plaçant des rampes de lancement de roquettes au Sud-Liban, et en établissant des liens plus étroits avec l'Autorité palestinienne. A l'issue de la réunion de la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense, Mofaz a souligné que les Iraniens cherchaient actuellement à développer des missiles de longue portée, dotés d'ogives non-conventionnelles. «Ces éléments constituent une sérieuse menace pesant sur l'existence même de l'Etat d'Israël», a-t-il déclaré. Il a ajouté que parallèlement, l'Iran procurait des roquettes et des missiles au Hezbollah et aux cellules révolutionnaires iraniennes opérant au Sud-Liban, ce qui mettait en danger la vie de la population israélienne du nord du pays. Le chef d'état-major a précisé que l'affaire du Karine A, avait révélé les liens étroits établis entre l'Iran et l'Autorité palestinienne. Il a estimé que cette situation était particulièrement périlleuse pour Israël et qu'il fallait tout mettre en oeuvre afin d'éviter que des éléments de ce pays pénètrent à l'intérieur du territoire israélien. Il a cependant affirmé qu'aucune attaque iranienne immédiate sur Israël n'était à craindre, soulignant que les Iraniens tenaient des propos menaçants afin de décourager Israël d'entreprendre la moindre opération contre eux. «Nous possédons un potentiel de défense et, si nous sommes attaqués, nous avons un autre moyen qui nous permettra, dans la mesure du possible, d'éviter la moindre agression». Il a également envisagé l'éventualité d'un conflit éclatant dans la région, précisant qu'Israël était prêt à l'affronter.

Le danger représenté par l'Iran semble être au coeur des préoccupations actuelles du gouvernement israélien: M. Peres s'en est entretenu avec le secrétaire général des Nations unies; deux ministres -- Ephraïm Sheh et Matan Vilnai -- ont abordé ce sujet ce matin sur deux chaînes de radio différentes; le Premier ministre a évoqué les risques d'un rapprochement entre Bagdad et Téhéran; un journal jordanien a révélé que des terroristes entraînés par l'Iran et le Hezbollah avaient tenté à plusieurs reprises d'attaquer Israël à partir du territoire du royaume hachémite; on souligne à Jérusalem que le ministre syrien de la Défense et son chef d'état-major se sont entretenus récemment avec un haut responsable militaire iranien, et Yasser Arafat, lui-même, se défend dans une lettre au secrétaire d'Etat américain Colin



Powell d'avoir conclu une alliance stratégique avec Téhéran. Pas plus tard qu'hier, dans une interview à la station de télévision qatari *Al-Jezira*, le ministre iranien de la Défense, l'amiral Ali Shamhani, a menacé Israël d'une «terrible riposte» s'il attaquait son réacteur nucléaire de Bushehr. Les Israéliens doivent comprendre que l'Iran n'est pas un petit pays comme l'Irak, et qu'il possède des moyens militaires bien supérieurs à ceux de Bagdad, a souligné M. Shamhani. Dans une interview à la station de radio de l'armée, le ministre Matan Vilnai, ancien numéro deux de Tsahal, a souligné qu'Israël ne menaçait pas l'Iran mais suivait depuis longtemps et avec la plus grande attention ce qui se passe dans ce pays. Le ministre Ephraïm Sneh qui est, lui aussi, un ancien officier supérieur de Tsahal et remplissait les fonctions de vice-ministre de la Défense dans le gouvernement Barak, a souligné, pour sa part, qu'Israël était le pays au monde le mieux préparé à faire face à une attaque balistique non conventionnelle.

Arutz 7

#### IRAN REBUKED AFTER AIDING U.S.

Re "Bush Vows to Take War on Terror to Hostile Nations, Calls for Unity," Jan. 30:

After 1) opposing the Taliban many years before most Americans had ever heard of it; 2) allowing the United States to use its air space for attacking the Taliban; 3) providing crucial intelligence on the Taliban and military aid to the Northern Alliance, the dominant anti-Taliban force; 4) opening its roads and ports on the Persian Gulf to humanitarian aid sent to the Afghan people; 5) using its strong influence over the Northern Alliance to help prevent failure of the international conference in Germany that brought the present Afghan government to power; and 6) promising \$560 million in aid to Afghanistan, Iran is now accused by President Bush of being part of the "axis of evil." With such expressions of "gratitude" by the U.S., and given what is being done to the Palestinian people by Israel, the U.S.'s closest ally, is it still any wonder why the U.S. has no friend in the Middle East? To find the axis of evil, we do not need to travel to the Middle East. We can easily find it among the warmongers in the Bush administration.

Muhammad Sahimi

Reader's letter, *Los Angeles Times* -- Monday, Feb. 4, 2002

#### JUSTICE POPULAIRE

##### **Arab mob batters and murders three fellow Arabs**

An Arab mob of some 500 in Jenin, east of Hadera, murdered three Arabs today who were convicted in a PLO court of killing PLO police officer Osama Kamal. The three convicts told the judge that they had killed Kamal, because he had killed Arabs suspected of cooperating with Israel in the 1980's. The court sentenced them to death, but somebody shouted to a large crowd that was gathered outside the courthouse that the defendants had only been sentenced to 15 years in prison. Upon hearing the rumor of the lenient sentence, the mob charged the building. The three were hidden by police inside the courthouse bathroom but were found, severely beaten and shot by the mob. Then the mob dragged the men's bodies through the city streets and shot their guns in the air as an expression of joy.

Arutz 7, 5 février 2002.

#### ALLEZ VOUS FAIRE FOUTRE

For the second successive year, the Muslim Council of Britain (MCB) has rejected an invitation from the [British] government to attend its Holocaust Memorial Day ceremony on Sunday [Jan. 27] because it excludes the ongoing Israeli genocide of Palestinians. "Genocide is the most abhorrent and outrageous crime against humanity and we are not going to prevent it by selectively remembering **only some of its victims**," MCB Secretary- General Yousuf Bhaliok said.

Iran News (Tehran) -- Posted January 27, 2002

<[http://www.middleeastwire.com/israel/stories/20020127\\_meno.shtml](http://www.middleeastwire.com/israel/stories/20020127_meno.shtml)>

#### LA FORCE ET LE DROIT

### Face à la force, le droit international

par Monique Chemillier-Gendreau

Par son soutien à l'offensive israélienne contre l'Autorité palestinienne, M. George W. Bush s'associe à une violation du droit international, dont il tente de bloquer l'application en faisant usage de son droit de veto au Conseil de sécurité.

Dominée par des économies militarisées, **la société internationale est engagée dans une phase régressive du point de vue des fondements juridiques** et politiques de ce qui aurait pu être une communauté internationale. Son attitude dans le conflit israélo-palestinien est emblématique de cette situation.

Dès 1945 ont été posés des principes relatifs aux droits de la personne, d'autres assurant le maintien de la paix et garantissant les droits des peuples et, plus récemment, une amorce de droit pénal international pour éviter l'impunité. Ces éléments sont ignorés par les gouvernements israéliens successifs, avec le renfort de l'administration américaine.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (sans valeur obligatoire, mais fortement symbolique), les pactes internationaux de 1966 sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques et sociaux et bien d'autres textes, parmi lesquels les conventions de Genève sur le droit humanitaire en cas de conflit armé, la convention contre la torture ou la convention sur les droits de l'enfant (ensemble à caractère contraignant), représentent les valeurs communes de la société mondiale, en situation de paix comme de guerre.

Depuis ses origines, l'Etat d'Israël bafoue ces conventions. En son sein même, les Arabes sont victimes de multiples discriminations qui sont autant de violations du principe d'égalité. Dans les territoires occupés, la torture est couramment pratiquée. Il ne s'agit pas de cas exceptionnels. Avalisée officiellement pendant une période, cette pratique n'a pas cessé. Elle s'exerce y compris sur des enfants qui sont nombreux à être détenus (1).

Le refus du droit de libre circulation et de tous les droits reconnus dans les pactes est dénoncé par tous les organismes, y compris israéliens, préoccupés des droits de la personne (2).

Ces violations sont autant de dénis des droits généraux, et plus particulièrement des garanties inscrites dans les conventions de Genève. Les déplacements forcés de population, les implantations de colonies de peuplement de l'occupant, les destructions de maisons, arrachages de plantations, arrestations arbitraires, assassinats programmés, mesures de nature à affamer la population, à détruire son économie, à entraver la possibilité de relations avec l'extérieur, sont systématiques. Des pratiques qui déshonorent leurs auteurs se multiplient, comme celles des colons d'Hébron qui répandent leurs déchets sur les maisons palestiniennes placées en contrebas, au point qu'il a fallu tendre des filets de protection au-dessus de la ville arabe.

Les fondements du maintien de la paix ont été piétinés. L'interdiction du recours à la force et des acquisitions territoriales qui en résultent, respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des autres peuples, sont ignorés.

#### **L'autre moitié de la Palestine**

Ainsi le droit des peuples est-il dénié au peuple palestinien, non seulement dans son exercice, mais dans son principe. Ce droit affirmé et garanti par le pacte de la Société des nations (SDN), renforcé par la charte des Nations unies, qui le définit comme un de ses buts, avait été accordé au peuple palestinien en même temps qu'il était réduit à une moitié du territoire. Israël et ses alliés, au lieu d'amener par la négociation et la persuasion le peuple auquel on demandait cette mutilation à l'accepter, ont voulu passer en force et au-delà. Oubliant le sacrifice demandé aux Palestiniens, l'Etat d'Israël s'est lancé par étapes dans la conquête de l'autre moitié de la Palestine, celle pourtant réservée à un Etat palestinien.

Extensions lors de la guerre de 1948-1950, puis lors de celle de 1967, annexion de Jérusalem-Est, emprise militaire sur ce qui restait de territoires palestiniens, contrôles incessants sur la partie que l'on disait pourtant autonome (suite aux accords d'Oslo de 1993), l'avancée d'Israël sur la Palestine n'a jamais cessé. Que le projet soit celui de la droite n'a pas empêché la gauche d'y participer activement. Les colonies de peuplement ont été étendues sous les gouvernements travaillistes, sensibles à la terreur que font régner des colons illuminés. La négociation pour la paix n'a jamais été placée sous l'exigence de reconnaissance intégrale des droits de la personne et des peuples. Et les nuances mises au soutien américain, selon qu'il s'agissait de gouvernements républicains ou démocrates, n'ont pas conduit à des limites clairement imposées à Israël.

Aujourd'hui, l'objectif politique de M. Ariel Sharon apparaît bien comme l'écrasement du peuple palestinien, le déni de son droit à l'autodétermination. On discute entre Jérusalem et Washington du point de savoir s'il faut garder M. Yasser Arafat ou l'éliminer comme on discutait à l'époque coloniale du remplacement d'un gouverneur. Les attentats du Hamas sont une réponse monstrueuse, mais, en

refusant aux Palestiniens tous les moyens pacifiques de résistance, les Israéliens mettent en péril leur propre sécurité.

Enfin, la responsabilité pénale des dirigeants israéliens est écartée. Blanchiment de M. Sharon par une commission nationale pour les massacres de Sabra et Chatila, refus de la Cour pénale internationale, reconnaissance publique des assassinats dits « ciblés » de responsables palestiniens, sans qu'il puisse être question de poursuivre ceux qui ont programmé et commis ces crimes, voilà ce qu'il faudra que la conscience nationale israélienne assume devant l'histoire. La parenthèse des négociations pour la paix, en se fracassant, est apparue pour ce qu'elle a été: une démarche dans laquelle les principes de justice n'ont pas réussi à triompher des arrière-pensées. Et les témoignages directs (y compris américains) sur les négociations au sommet de Camp David entre M. William Clinton, M. Ehud Barak et M. Yasser Arafat en juillet 2000 démentent l'idée que l'accord était proche. A Taba, en revanche, en janvier 2001, des compromis s'esquissèrent entre Israéliens et Palestiniens, mais il était déjà trop tard, les élections israéliennes trop proches (3).

La question palestinienne ne peut pas être dissociée de la politique internationale dans son ensemble. Les mêmes procédés unissent désormais Israël, les Etats-Unis mais aussi la Russie, chacun en charge de la répression sur les peuples qui sont dans leur ligne de mire: les Tchétchènes, les Palestiniens, les Irakiens et une liste complémentaire encore imprécise dans le projet américain. Qualifiés de «terroristes» ou d'«Etats-voyous», selon les cas, ces peuples subissent un terrorisme d'Etat d'autant plus puissant qu'il est le fait de gouvernements disposant d'une écrasante supériorité militaire. Tous sont sommés de respecter des règles dont les maîtres du monde s'exonèrent en permanence.

Ceux qui se barricadent dans le protectionnisme rappellent sans cesse aux autres les obligations du libre-échange. Les Etats-Unis rejettent le protocole de Kyoto, après avoir tenté d'imposer aux pays non développés les limitations d'émissions de gaz à effet de serre. Les sanctions sont maintenues contre l'Irak, soupçonné de détenir des armes biologiques, mais les Etats-Unis refusent le protocole prévoyant un contrôle de ces armes (4). Et un projet de loi américain prévoit d'appliquer des contre-mesures aux Etats qui s'engageraient sur la voie de la justice pénale internationale.

Israël somme l'Autorité palestinienne d'arrêter les auteurs d'attentats et de les lui livrer, alors que les attaques israéliennes visent précisément les locaux et les personnels de la police palestinienne, rendant toute action massive impossible. Et si d'aventure (mais qui oserait le faire ?) M. Yasser Arafat ou d'autres dirigeants demandaient à M. Sharon de poursuivre et d'extrader vers les tribunaux palestiniens les auteurs, parfaitement connus, des meurtres ciblés de dirigeants palestiniens, l'indignation serait à son comble.

Les gouvernements successifs d'Israël (que l'on ne saurait assimiler à tout le peuple israélien) bénéficient dans le monde d'appuis importants. Ces pro-Israéliens font preuve d'un activisme considérable dans le soutien à la politique d'Israël et n'hésitent pas à manier les intimidations et les menaces contre tous ceux qui demandent qu'Israël se plie aux obligations du droit international. Ils n'hésitent pas à accuser d'antisémitisme ceux qui s'aventurent à critiquer la politique anti-palestinienne des gouvernements israéliens.

Comment sortir de l'ornière ? Les risques ne concernent pas seulement le peuple palestinien ou les autres peuples victimes d'une répression comparable, russe ou américaine. Ils sont beaucoup plus larges. Les pays du Sud dans leur ensemble, et notamment ceux du monde arabo-musulman, ignorent pour la plupart la démocratie et ne connaissent pas la liberté ni son prix. Que les Etats les plus puissants affichent à ce point leur mépris des règles du droit international et du principe d'égalité souveraine des Etats, qui est la pierre angulaire d'une démocratie internationale tout entière encore à construire, voilà qui ne peut qu'encourager les gouvernements des sociétés en développement à renforcer leur autoritarisme. Il ne reste aux populations que le désespoir, aliment de tous les fanatismes.

#### **Passer outre le veto américain**

Lourde est la responsabilité des pays d'Europe, qui ont été le berceau des valeurs actuellement bafouées dans un grand mouvement régressif. Leur prudence devant le spectacle des souffrances endurées par les peuples en cause, et plus particulièrement par le peuple palestinien, confine à la lâcheté.

Trois mesures seraient pourtant de nature à modifier la situation. La première est l'envoi d'une force d'interposition. Elle peut être onusienne. Le veto américain ne serait un obstacle que pour ceux qui ne veulent rien faire. En effet, lorsque le Conseil de sécurité est bloqué par un veto, l'Assemblée générale peut se substituer à lui. Elle l'a fait dans le passé, sur l'initiative des Etats-Unis.

Cette réhabilitation du rôle de l'Assemblée générale serait très féconde pour l'avenir de l'ONU, menacée de naufrage par son impuissance. A défaut, une force européenne serait une belle occasion de doter les Quinze de cette politique extérieure et de défense commune dont elle a tant besoin. Dans un cas comme dans l'autre, il faudrait assumer l'opposition des Etats-Unis et naturellement d'Israël. Mais il s'agit bien d'entrer en résistance devant un péril qui nous concerne tous, et la résistance est toujours onéreuse.

La seconde mesure est d'ordre économique. Il s'agit de refuser l'entrée dans l'Union européenne aux produits israéliens provenant des colonies de peuplement, pour marquer ainsi le caractère illégal de ces implantations. Mais il faut aller plus loin et refuser à Israël toute aide financière européenne aussi longtemps que sa politique ne s'alignera pas sur les prescriptions complètes du droit international. Enfin la dernière mesure concerne la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Tous les gouvernements se sont permis la facilité de dire qu'ils étaient en faveur de la création de cet Etat. Qu'à cela ne tienne. La reconnaissance est à portée de leur main. La Palestine s'était déjà proclamée comme Etat en 1988. Bien des Etats l'ont reconnue. L'Union européenne et ses membres peuvent s'ajouter à la liste. A supposer que l'on estime nécessaire une nouvelle proclamation, il est facile d'encourager M. Arafat à y procéder alors que l'on n'a cessé de l'en dissuader. Ne pas prendre ces mesures, ce serait être complice de ce qui s'accomplit.

**Notes :**

- (1) « Enfants palestiniens détenus par Israël: exigez le respect de leurs droits », plate-forme des ONG françaises pour la Palestine, novembre 2001
- (2) Lire les rapports d'Amnesty International, de Human rights Watch et de l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem
- (3) Lire notamment Robert Malley, « Quelques légendes sur l'échec de Camp David », Le Monde, 17 juillet 2001, et Alain Gresh, « Proche-Orient, la paix manquée », Le Monde diplomatique, septembre 2001
- (4) Lire Susan Wright, « Double langage et guerre bactériologique ».

*Le Monde diplomatique*, novembre 2001.

SAUTER DE JOIE

**Tank tactic shocks Israel.  
An Israeli symbol of military prowess may be destroyed  
By Jonathan Marcus, BBC defence correspondent, Feb 15, 2001**

The destruction of an Israeli tank by a bomb planted by Palestinian fighters in the Gaza Strip has shocked many in Israel. This is the first time that the Palestinians have been able to destroy a heavily armoured Israeli vehicle which until now have operated with impunity. The Merkava tank was totally destroyed and three of its crew were killed outright. This latest attack may represent a significant escalation in the Palestinians ability to fight back against the Israeli army.

**Symbol of prowess**

The Merkava battle tank is seen by many Israelis as a symbol of the country's military prowess. The version destroyed in this explosion -- a Merkava 3 -- is one of the most modern and heavily protected tanks in the world. The explosion was sufficient to penetrate the vehicle, to topple the tank on its side and to blow-off its heavy turret. The Israeli military suggest that up to 100 kilograms of explosive may have been used. But all the indications are that this was a well-planned Palestinian attack, that depended for its success upon the predictability of the Israeli response.

**Hezbollah tactics**

The tank was called in after a civilian convoy was ambushed by Palestinian fighters. The explosion may well have set off ammunition carried inside the tank, which would explain why the turret was blown off. The type of device used in the attack is one that was widely used by Hezbollah fighters in Lebanon. And it will clearly force the Israeli army to look closely at the tactics it is employing against Palestinian fighters. But the psychological impact of the incident will be much greater than its practical implications.

**Public opinion shift ?**

The attack is a significant success for the Palestinians who have watched Israeli heavy armour move around with impunity. But the Lebanese parallel will not be lost on the Israelis. There are already strong undercurrents inside Israel questioning the wisdom of current policies towards the Palestinians. Some reserve officers have publicly refused to serve in the occupied territories. Some would argue that parallels between Lebanon and the intifada can be over-done. But the Sharon Government's critics point to the fact that a significant change in the Israeli public mood was a key factor in encouraging a previous government to withdraw from Lebanon.

*BBC News*, Fri, 15 Feb 2002 The Independent Palestinian Information Network, <[info@infopal.org](mailto:info@infopal.org)>

HITLÉRO-AMÉRICAINS

**We were beaten by US soldiers,  
say prisoners held in night raids**  
By Carlotta Gall in Oruzgan, Afghanistan

Afghan prisoners captured by United States forces in two night raids last month say they were beaten and abused by US soldiers, despite their pledges of support for the leader of the interim government, Hamid Karzai.

The men were among 27 Afghans released last week after 16 days' detention at the US base in Kandahar.

The Pentagon has acknowledged that the raids were conducted in error, apparently **because of flawed intelligence**, and that the prisoners were neither members of al-Qaeda nor Taliban fighters. Local officials said 21 people were killed; the Pentagon said at least 15 Afghans were killed.

Abdul Rauf, 60, the police chief in Oruzgan, 250 kilometres north-east of Kandahar, said **US soldiers beat, punched and kicked him until his ribs cracked** when they stormed the district headquarters on January 23 and took him and his men prisoner. *[Il aurait dû voir des films et comprendre que la délicate civilisation américaine repose essentiellement sur le passage à tabac.]*

A US officer apologised to him when he was released, he said, asking forgiveness and saying their capture had been a mistake. "I can never forgive them," Mr Rauf said. Survivors said that among the men killed in the raids were two of Mr Karzai's top commanders.

The US Defence Secretary, Donald Rumsfeld, acknowledged last week that US forces might have killed local allies in the raids. [...] Meanwhile, US officials said that despite nearly three weeks of interrogations it was still unclear whether prisoners being held at Guantanamo Bay, Cuba, were Taliban or al-Qaeda fighters. Brigadier-General Mike Lehnert, the marine officer in charge of the detention mission, said: "**Many of the detainees are not forthcoming**. Many have been interviewed as many as four times, each time providing a different name and different information." [...]

*The New York Times*, Associated Press, 2 février 2002.

<<http://www.smh.com.au/news/0202/12/world/world4.html>>

## LE PATRIMOINE DES BOUBOUCHES

### Mit Krieg sichern sich die Bushs ihr Erbe

Der Bush-Clan profitiert ganz direkt von den exorbitanten US-Militärausgaben.

Peter Hossli (New York) Einen schnurgeraden Spaziergang vom Weissen Haus entfernt liegt das Zentrum der Macht. Man geht 15 Minuten entlang der Pennsylvania Avenue vom Regierungssitz des US-Präsidenten zu den Büros der Carlyle Group, einer Investitionsfirma in Washington D.C.

Dort wird derzeit die Politik gemacht. «Die Carlyle Group, nicht Bush regiert die USA», sagt eine Vertreterin des New Yorker Think Tank Council on Foreign Relations. Sie will anonym bleiben. Andere teilen ihre Meinung. «Zum ersten Mal steht der Vater des US-Präsidenten auf der Lohnliste eines der grössten Rüstungsherstellers», sagt der Direktor des unabhängigen Centers for Public Integrity, Charles Lewis.

Carlyle, 1987 mit 10 Millionen Dollar gestartet, verwaltet inzwischen 12,5 Milliarden, ist in 55 Ländern tätig und investiert vorwiegend in Waffen-, Luftfahrt- und Kommunikationsfirmen. Ausserhalb der USA ist die Gruppe im Nahen Osten, in Asien und im arabischen Raum beim Persischen Golf besonders aktiv.

George H. W. Bush, Präsidentenvater und Golfkrieger, fungiert als wichtigster Lobbyist. Zum Beraterstab gehören auch der einstige britische Premier John Major und der Expräsident der Philippinen, Fidel Ramos. Zudem lenken -- was das Ganze noch problematischer macht -- enge Freunde und alte Bekannte von Verteidigungsminister Donald Rumsfeld und Vizepräsident Dick Cheney die Carlyle Group. Bush junior bleibt die Rolle, die er am ehesten beherrscht, die des Impressarios.

Die erledigt er bravourös. Letzte Woche stimmte der kleine Bush in einer kriegstreiberischen Rede die Nation auf Attacken gegen die «Achse des Bösen» ein. «Es ist nicht eine Frage ob, sondern wann der Irak angegriffen wird», deutet der Historiker Walter Mead die Haltung Bushs. Es sei nebensächlich, ob die Alliierten die Aktion unterstützten. «Bush ist überzeugt, es im Alleingang zu schaffen», sagt Mead. Klein-Bush kauft veraltete Panzerwagen, und der Papa sahn ab.

[...]

Sehen Sie CASH <<http://www.cash.ch/index.cfm?rub=42&id=143>>

## LES PROCHAINS ESTOURBIS ? LE YEMEN DIT NON

### **Saleh to CNN: "There is no solid evidence that bin Laden was behind the Cole incident" Yemen Times (Sana'a)**

Sana'a -- President Ali Abdullah Saleh told CNN Saturday that both Yemeni and American investigations into the USS Cole attack show no evidence that Osama bin Laden was behind the 2000 attack on the USS Cole. Saleh also told CNN that it's believed some of the attackers have been to Afghanistan or fled to it.

The president re-iterated there was no clear evidence bin Laden or al-Qaeda were behind the attacks on the USA, its embassies or The Cole. He confirmed in CNN's "Insight" that Yemen opposes any military acts in the war against terrorism, and that intelligence measures should be enough. He said that US warships can refuel in Aden port without concern, and that the agreement between Yemen and the USA in this respect is still valid from Yemen's end, even if it's been put on hold by the USA. He said security measures can be taken to ensure ship safety.

He also pointed out that the government is using all means to convince tribesmen not to harbor terrorists, and that some of them have started cooperating with the government in this regards. He said if security methods fail to bring Al-Ahdal and Al-Harethi, military action can be taken.

President Saleh also said that Yemen is faced by some difficulties in hunting down and arresting two suspected al-Qaeda fugitives, Qaid Ali Al-Harethi and Mohammed Hamdi Al- Ahdal.

In an interview with the New York Times last week, Saleh said, "We face some difficulties just like the difficulties faced by the Americans and the alliance." He pointed out that "the tribes know the places where they hide better than the security".

The photos of the two fugitives have been distributed in the country so that people can identify them and help police arrest them.

President Saleh denied that there are difficulties and differences between Yemeni and US investigators who are probing the Cole suicide bombing attack." I have not been informed officially about any difficulties in security issues from the Americans," he said, "We are dealing with the United States to confront and fight terrorists", he added.

"Yemen is chasing down so-called Qaeda members and any extremist elements that cause security problems for us or for anyplace in the world." He also pointed out that he had requested America help in building a reliable coast guard, and would like assistance with additional military equipment.

Yemen bought F-5 military planes at the end of the 1970s for \$400 million from the USA. But since then the US refused to provide Yemen with spare parts for the planes. The US is against a military bargain-sale of 16 planes Yemen intends to buy from Russia at \$360 million.

11 février 2001 Yemen Times (Sana'a).

[http://www.middleeastwire.com/yemen/stories/20020211\\_meno.shtml](http://www.middleeastwire.com/yemen/stories/20020211_meno.shtml)>

## LE MENSONGE COMME ARME DE LA GUERRE JUIVE

### **Quand des nationalistes israéliens s'attaquent aux agences de presse Yann Gerdil-Margueron**

«La situation s'est aggravée au cours des derniers mois, déplore Yves de Saint Jacob, ancien rédacteur en chef et chargé de communication de l'Agence France Presse (AFP). La méthode du spamming donne à ce petit groupe une audience bien plus importante que leur représentativité.» Ce petit groupe, d'après les renseignements de l'AFP, serait constitué de trois jeunes militants pro-israéliens basés à Londres qui, systématiquement, «corrigent» et rectifient les dépêches concernant le conflit israélo-palestinien que diffuse l'AFP, mais aussi ses consœurs Associated Press (AP) et Reuters. Ces nouvelles dépêches sont ensuite éditées sur leur site, <http://AFP.GeneralWeb.co.uk>, et envoyées par mails à des journalistes du monde entier, ainsi qu'à des députés et sénateurs français. L'expéditeur du mail, Rectification@AFP.GeneralWe..., peut laisser penser un lecteur inattentif qu'il s'agit d'une rectification envoyée par l'AFP elle-même. La logique du détournement se poursuit sur le site, qui reproduit un logo très proche de celui de l'agence française mais avec les lettres ARP pour «Agence de rectification de la propagande de l'AFP». En dehors des dépêches «corrigées», le site dispense une littérature abondante sur le thème «L'AFP ment» et dénonce l'agence comme «le bras armé» de la diplomatie française. «Nous avons engagé des actions en justice pour que cessent ces activités diffamatoires et injurieuses mais il semblerait que **le site soit désormais hébergé au Belize**, ce qui ne facilite pas les choses, explique

Yves de Saint Jacob. Ces accusations sont absurdes pour qui connaît le fonctionnement d'une agence de presse moderne. Notre bureau de Jérusalem fonctionne sans problème. Nous constatons que nous sommes moins mis en cause en Israël qu'en France ou en Angleterre.» Quelle explication donner à l'ampleur de la campagne de dénonciation de l'ARP ces derniers mois? «La flambée de violence que connaît le conflit israélo-palestinien ces derniers mois attise l'inquiétude des communautés juives quant à des actions antisémites à l'étranger», analyse le chargé de communication. Reste que la position de l'AFP est claire: «Notre couverture du conflit est équilibrée, même si nous sommes conscients du débat journalistique qui existe autour du vocabulaire employé par l'une et l'autre partie.» Contactés par mail, les membres d'ARP, qui signent sous pseudonymes, n'ont pas répondu aux questions du *Temps*. Parallèlement, ils répondaient pourtant à la demande de désabonnement de leur newsletter d'un membre de la rédaction du journal choqué par leurs propos outranciers à l'encontre du ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine, en lançant de nouvelles et plus graves accusations à son sujet. Difficile d'ailleurs d'échapper à leur spamming: tout contact avec ARP déclenche leurs envois. Difficile aussi de se désabonner de leur newsletter: une fois la demande expédiée, les envois de fausses dépêches sont remplacés par d'autres informations du même acabit.

*Le Temps*, journal genevois, 22 février 2002.

<http://letemps.ch/template/recherche.asp?page=rechercher&contenuPage=afficheArticle&artid=84148>

Le site des MSF (Menteurs sionistes en français) est:

<http://afp.generalweb.co.uk/indexfr.html> Voici le point de vue des ces bitards néo-fascistes:

"Le combat le plus important des Juifs contre la désinformation, le mensonge, et le pan-arabisme stupide, n'est pas d'ordre politique, mais moral. C'est cela qu'il faut répéter: que l'Etat français ne peut, à la fois, prétendre combattre l'antisémitisme, et dans le même temps, pratiquer le mensonge ainsi qu'il a eu lieu ci-dessus. Mentir contre l'Etat d'Israël, c'est soutenir les nouveaux antisémites en France -- c'est-à-dire les "jeunes". Antisémitisme et déliquescence morale forment un tout indissociable. "

*Pas croyable ? Allez-y voir ! Mais ne laissez pas votre adresse: ces gens -là, qui sont plus probablement citoyens de Sarcelles que de Belize, spamment à tout va.*

#### PETIT MALIN

Karachi, Pakistan (AP) -- Before he kidnapped *Wall Street Journal* reporter Daniel Pearl, a British-born Islamic militant announced he was going to seize someone who is "anti-Islam and a Jew," the militant's alleged accomplice told a Pakistani court Thursday.

The Israel Insider quotes: Daniel Pearl was an Israeli. His father Yehuda was a world-famous scholar, an expert in artificial intelligence, born in Tel Aviv, trained in Haifa's Technion. There he met his wife, Ruth, also an Israeli. Together they moved to Princeton, where Daniel was born. His sisters Michelle and Tamara are also Israeli citizen lawyer.

*Où est le problème ? Un Israélien plus ou moins déguisé en journaliste américain vient espionner les militants islamistes au Pakistan. Il lui font la peau et il tombe, victime du devoir. Il n'y a pas de quoi en faire une salade.*

#### THE LION OF KABUL

Marjan, the one eyed lion of Kabul, died at the age of twenty-five in his home in Kabul Zoo in recent days. Marjan rose to fame when, in the 1990s, an Afghan guerrilla in a rather ill thought plan to demonstrate his bravado to his friends leapt into the lion's den. Marjan killed the man but the slain fighter's brother took retribution upon the lion, who of course only acted upon his nature, by throwing a grenade into his den.

Twenty-five is considered a very old age for a Lion, so Marjan had reached his twilight years and is thought to have succumbed to liver and kidney failure attributed to old age. John Walsh, the international projects director of the World Society for the Protection of Animals called Marjan a symbol of Afghanistan's travail and spirit and said "I consider myself a pretty rough guy, but I cried."

The tale of Marjan, the loss of his eye and his passing touch the heart but if he does indeed represent the travail of Afghanistan then let us paint his tale in a context. At the time of his death zoos around the world had raised \$400,000 to build a new zoo, international help had begun pouring in to ease the animal's plight, and a ramp was to be built as the old cat found it difficult to traverse his den.

The Afghan government was discussing whether to have a remembrance ceremony for Marjan and Walsh suggested a campaign to build a statue of the lion. Who in the West remembers that the Americans had just completed the execution of over ten thousand Afghans? Marjan was a lion who passed of old age. Not so the children who were killed, or their mothers and fathers, or brothers and sisters. Those were

people, poor often without food to eat or shelter from storm killed with fire from the skies. Should not someone campaign for them? No statues will be forged for them but all those with an atom's weight of Iman will have the memory of their deaths forged in their hearts.

Perhaps the sickest aspect of Marjan's tale is how the Western media widely publicised it whilst having remained silent at the devastation their armies wreaked in Afghanistan, lest public opinion be turned against their government's agendas.

Aaisha Ejaz

Source: *Khilafah Magazine*, February 2002 Edition

ET UN HOLOCAUSTE, UN !

### **"6 millions de juifs en moins dans 50 ans"**

"Le nombre de juifs en Diaspora continue a réduire. 80% des hommes et 70% de femmes contractent des mariages mixtes", c'est ce qu'a déclaré hier le professeur Sergio Della Pergola dans une conférence de presse organisée par l'Agence Juive. Le nombre de juifs dans le monde est estimé aujourd'hui a 13.300.000 dont 5,5 millions vivent en Israël. Si le taux de mariages mixtes continue à progresser, le professeur Della Pergola prévoit qu'à terme il y aura un plus grand nombre de Juifs en Israël qu'en Diaspora. Salai Meridor, le président de l'exécutif sioniste, a même déclaré que d'après les prévisions, dans 50 ans il n'y aura plus que 12 millions de juifs au lieu de 18 millions. Cela signifie, a-t-il ajouté, que pour la seconde fois en moins de 100 ans, **6 millions de Juifs auront encore disparu**. Meridor a annoncé hier la création d'un institut démographique juif chargé d'étudier l'évolution des juifs dans le monde. Assisté par des spécialistes de l'Université Hébraïque, **il devra trouver des moyens pour lutter contre l'assimilation**.

N'EST PAS LE KU KLUX KLAN QUI VEUT

Un journaliste condamné à verser 50.000 shekels à la localité de Kiriat Arba

Le tribunal de paix de Tel-Aviv a condamné, voilà quelques jours, le journaliste d'extrême gauche Gideon Spiro à verser 50.000 sicles de dommages et intérêts à la localité juive de Kiriat Arba, près de Hébron, et à régler 10 000 sicles de frais de justice. M. Spiro était poursuivi par le maire de Kiriat Arba, Zvi Katsover pour avoir publié, voilà six ans, un article comparant M. Katsover et le rabbin Levinger aux dirigeants de l'Etat du Mississippi qui persécutaient les noirs, et assimilant l'ensemble de la population juive de Judée-Samarie et de la bande de Gaza au Ku Klux Klan. Le maire de Kiriat Arba a déclaré que ce n'était pas la première fois qu'il portait plainte contre des journalistes pour diffamation et obtenait gain de cause.

Arutz 7, 13 février 2002

LA GUERRE POUR L'AUTOMNE

### **The War In Iraq Will Start In September Kurdish communists to ally with the US against rogue states**

By Vladimir Georgiyev

The US is preparing to launch a series of wars in the Middle East, according to sources in Russia's military intelligence services. This is more likely to happen in September, at the start of a new financial year. President George W. Bush has announced a record level of US military spending: \$29 billion has been allocated for combating terrorism alone.

This time the Kurds in the region will play the role of the Northern Alliance, which was allied with the US in the Afghanistan war.

Preparations for the war are in full swing. Together with other NATO member nations (Germany and Italy) the US has been concentrating its military groups in the Middle East. Thus far, this is being done under cover of back-up for the counter-terrorist operation in Afghanistan. But the main operations in Afghanistan have ended. The Pentagon is unlikely to employ the major part of its forces to search for Osama bin Laden in Central Asia. The terrorists are scattered, and peaceful life now needs to be established in Afghanistan, with the help of the global community.

Russian sources report that the US is trying to use the Kurds -- who are fighting for their independence in Turkey, Iraq, Syria and Iran -- as its main allies in removing the current regimes in Iraq, Syria, and Iran. Since the break-up of the USSR, Russia has retained quite a good network of secret services in the areas



where Kurds live in these countries. According to sources in Russia's military intelligence services, the US has already recruited leaders of the Kurdish communists, and nearly finished financing projects to restore landing strips in these districts. Weapons produced in the Soviet Union and in Russia, familiar to the Kurds, have now been purchased for them.

It is not clear as yet whether the Pentagon will bomb Iran, Iraq and Syria at the same time, or whether it will start with bombing Saddam Hussein. At least one of the plans reported in Spain's *La Vanguardia* newspaper envisages destruction of Hussein's regime within eight weeks. In the opinion of the newspaper, the United States intends to eliminate the Ground Forces and air bases of Iraq in extensive air strikes, thus providing an opportunity to declare a 'popular uprising'. Then, a controllable pro-western leader -- Khamid Karzay of Afghanistan -- will be given the 'throne'. Similar plans are to be carried out in Syria, Iran and Turkey. Under the banner of a peacekeeping mission, the US and other NATO member states will settle themselves on Kurdish territory and set up their bases, just as they have done in Kosovo. The Baku-Ceyhan pipeline, its construction financed by the US, will become the compensation for the separation of Kurdistan from Turkey.

Such a change in the geo-political environment will take a short time, Russia's military-diplomatic sources believe; just as it didn't take long for the Americans to settle in former Soviet republics of Central Asia. To date, Britain remains Moscow's only ally in opposing the plans of the US. The British government arranges information leaks to the press regarding the 'insane' measures the United States is taking in the Middle East. Russia is not taking any measures thus far, apart from providing assurances via diplomats, supporting Syria and Iran with armaments, and advising them on military issues.

Sources in Russia's military intelligence services conclude that if the US unleashes a war, it won't be a 'joke'. The Kurdish factor will be pushed into the background, and the war will be very bloody and fierce for the United States. Russian politicians are reinterpreting these conclusions in their hints. In this connection, statements by Prime Minister Mikhail Kasianov and Defense Minister Sergei Ivanov -- that they do not approve of President Bush's plans to continue the counter-terrorist operation against rogue states -- take on a clearer form.

Translated by Andrei Ryabochkin. *Nezavisimaya Gazeta*. February 6, 2002. From WPS Monitoring Agency, <[http://www.wps.ru/e\\_index.html](http://www.wps.ru/e_index.html)>

## ISRAEL ADMITS STOCKPILING NUCLEAR WEAPONS

By Jean Shaoul

At the beginning of February, the Israeli Knesset (parliament) held the first public discussion on the country's nuclear arms programme for nearly 40 years. It was greeted with deafening silence by the international establishment.

Military censorship has always forbidden reports in the Israeli media about its nuclear arsenal, and successive governments have refused to discuss the issue. Finally, Issam Mahoul, an Arab Israeli MP who is a member of the Hadash (Communist) Party, went to the Supreme Court to seek a ruling forcing the government to permit a parliamentary debate. Parliament Speaker Avraham Burg backed down in order to avoid a Supreme Court decision.

In the televised debate, Mahoul stated that according to experts' estimates, Israel has stockpiled huge numbers of nuclear warheads. This had increased to what he described as the "insane amount of 200-300". The weapons had been developed with the help of the South African apartheid regime.

He further alleged that three new German-built submarines just purchased by Israel were to be fitted with nuclear weapons. Their stated purpose was "to cruise deep in the sea and constitute a second strike force in the event that Israel is attacked with nuclear weapons".

Mahoul said this undermined government claims that its nuclear arsenal was a deterrent. "That means that not only do the hundreds of bombs that Israel possesses not pose a defence, they have actually caused the military establishment to fear a nuclear early strike, which escalates the spiral of the non-conventional arms race further and further, at the cost of billions of dollars," he said.

He declared that Iran and Iraq were "threatened by Dimona" [Israel's nuclear reactor], and not the other way round. "The nuclear reactor at Dimona in the Negev desert has produced a huge amount of nuclear waste which, if leaked, would contaminate Israel for centuries," he said.

He warned that the nuclear stockpile was a hazard turning "this little piece of territory into a nuclear garbage bin, poisoned and poisoning, that could send us all up in a mushroom cloud". He said that Israeli citizens were kept in the dark about the nuclear stockpile and conditions at the ageing Dimona reactor that constituted a huge environmental threat.

The MP referred to reports that Israel had exported nuclear waste to Mauritania in North West Africa. He attacked the cloak of secrecy surrounding the nuclear missile sites near Kfar Zechariah on the outskirts of

Jerusalem, and near Yodfat in the Galilee. He also said publicly what has been widely known for years—that Israel was producing "biological warfare" weapons at the government's Biological Institute in Ness Ziona.

Mahoul described the government's official policy of "nuclear ambiguity" as "nothing but self-delusion". He said, "All the world knows that Israel is a vast warehouse of atomic, biological and chemical weapons that serves as an anchor for the Middle East arms race."

He repeatedly referred to **Mordechai Vanunu**, the Israeli nuclear technician who worked at the Dimona nuclear reactor for nine years and was subsequently jailed for publicly revealing the extent of Israel's nuclear arsenal.

In 1986, Britain's *Sunday Times* published Vanunu's photographs from inside the reactor and his claim that Israel had stockpiled about 100 nuclear weapons. Vanunu's detailed allegations about the scope and sophistication of Israel's nuclear weapons have never been denied or challenged by Israeli officials or knowledgeable Israeli civilian defence experts. Indeed, independent assessments by international arms-monitoring organisations have concluded that Israel's nuclear stockpile is exceeded only by those of the United States, Russia, China, France and the United Kingdom. The Bulletin of Atomic Scientists, citing what it said was a classified United States Department of Energy study, said only a few months ago that **Israel has the sixth largest nuclear arsenal in the world.**

Vanunu, having blown the whistle on Israel, was lured by Mossad, the Israeli secret service, to Rome, where he was kidnapped and taken back to Israel to stand trial as a spy and a traitor. He was sentenced in 1988, after a secret trial, to 18 years in prison. He has served most of the 13 years since then in solitary confinement.

His revelations were deemed so sensitive that it was only last November that the government finally released more than 1,200 pages of court statements, albeit censored, to the Israeli newspaper *Yediot Aharanot*, in order to avoid a legal challenge. Only recently has the government allowed even a photograph of Vanunu in jail to be published.

Mahoul's hope that his comments would spark a debate within parliament was mistaken. Although many representatives of international anti-nuclear groups and foreign governments attended the parliamentary session, few Israeli MPs stayed for the debate. It was all over in 52 minutes.

Two dozen right-wing Knesset members walked out in protest and five Arab members were expelled for heckling. Haim Ramon, a cabinet minister speaking on behalf of the government, and the only other speaker in the "debate", refused to respond to Mahoul. In effect calling Mahoul a traitor, he declared, "To do so would aid the enemy. Do you want us to tell Iran and Iraq exactly what we have and what we don't have?... It's unheard of."

*Yediot Aharanot* devoted almost 10 pages to the case and the subject dominated the airwaves within the region. While the international press reported the debate, the absence of critical comments in the Western media contrasted starkly with their almost relentless propaganda drive regarding Iraq's supposed possession of "weapons of mass destruction," used to justify continuing air raids and sanctions which have killed hundreds of thousands of Iraqis.

Israel developed its nuclear programme in the 1950s. It was originally claimed that the Dimona reactor would provide the cheap nuclear energy required to make water desalination a viable project. But its real purpose was to enable the development of nuclear weapons.

Shimon Peres, who was Labour Prime Minister at the time of the Vanunu trial and is a member of the present government, is credited with organising the development of Israel's nuclear arsenal when he was an aide to former Labour Premier David Ben-Gurion.

Under the present Labour Prime Minister Ehud Barak, the government has followed the same nuclear policy as all its predecessors, one of "ambiguity." As a *Ha'aretz* editorial noted, this ambiguity is backed by a long-standing understanding with the US administration, according to which Israel will not reveal its nuclear capability and the US will consider Israel an exception to its global policy. Consequently Washington will not pressure Israel to join the Nuclear Non-proliferation Treaty (NPT). As a result, every arm of the state has worked for nearly 40 years to ensure that no public debate of Israel's nuclear policy, or even acknowledgement of its existence, takes place. Hence the secrecy of Vanunu's trial.

This has allowed Israel to become the sole nuclear power in the Middle East. Israel even bombed Iraq's nuclear plant in 1981 to ensure that it would retain this status.

While discussion within Israel is very limited, considerable information has become available through intelligence reports, books and publications like *Jane's Defence Weekly*. In 1991, journalist Seymour Hersh said in his book *The Sampson Option* that Israel had "hundreds" of tactical and strategic nuclear weapons, including more than 100 nuclear artillery shells and "hundreds of low-yield neutron warheads capable of destroying large numbers of enemy troops".

In 1992, Israeli human rights activist Professor Israel Shahak wrote a series of articles on *Israel's nuclear and foreign policies*, since published as a book. When dealing with the long-concealed events of the October 1973 war, he pointed out that the Israeli High Command, including possibly the then-Minister of Defence Moshe Dayan, were in favour of using nuclear weapons against Syria. They were only restrained by Prime Minister Golda Meir and US Secretary of State Henry Kissinger.

In 1997 *Jane's Intelligence Weekly* examined satellite photographs of what it described as an Israeli military base at Kfar Zechariah. It concluded that "Israel's nuclear arsenal is larger than many estimates". The site was said to house about 50 Jericho-2 missiles, believed to have a maximum range of about 3,000 miles with a warhead of about 2,200 pounds. The report also said the installation contained nuclear bombs for use from bombers. It claimed that the five bunkers could easily store 150 weapons. "This is more than other reports state and supports indications that the Israeli arsenal may contain as many as 400 nuclear weapons with a total combined yield of 50 megatons," the study said.

In 1998 the *New York Times* cited an article in *Ha'aretz* reporting a Rand Corporation study commissioned by the Pentagon which concluded that Israel had enough plutonium to make 70 nuclear weapons.

In his book *Israel and the Bomb*, Avner Cohen traced the development of Israel's nuclear bomb. He drew on thousands of American and Israeli government documents, most of them only recently declassified, and more than 100 interviews with key players.

Cohen described the assistance Israel received from **France**, which provided the necessary sophisticated technology, and the initial failure of American intelligence to identify the Dimona project for what it was. He revealed that Israel crossed the nuclear weapons threshold on the eve of the 1967 Six-Day War, and the negotiations between President Nixon and Prime Minister Golda Meir that led to the current policy of secrecy.

According to a special report by *Jane's Defence Weekly*, "Israel first deployed its nuclear weapons in 1968 to deter an unconstrained Soviet attack." *Jane's* continued, "For decades the Israeli Defence Force general staff had to plan to execute stopwatch wars, knowing that the USSR would intervene politically to rescue their client states when they were on the verge of total defeat."

The evidence shows that Israel's nuclear arsenal has been an open secret for years. It could hardly be otherwise, since the US has bankrolled the country for decades to the tune of billions of dollars a year in military aid, most of which must be spent in the US. Israel's nuclear weapons have gone unpublicised because the country serves as the custodian of US interests in the Middle East.

But changing realities pose challenges to Israel's nuclear policy. The peace process exposes Israel to questions, led by Egypt, as to why Israel needs strategic deterrence when it intends to open its borders. It has intensified political tensions between Barak's increasingly beleaguered government and the Arab MPs upon whom he depends for his majority in parliament. The increasing polarisation within Israeli society, moreover, brings to the fore environmental questions concerning the treatment of nuclear waste, reactor safety and the accountability of state institutions that, until now, have been shrouded in secrecy.

#### References

- Cohen, A., *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, New York, 1998.  
Hersh, S., *The Sampson Option*, Random House, New York, 1991.  
Shahak, I., *Open secrets: Israeli Foreign and Nuclear policies*, Pluto Press, London, 1997

<<http://www.wsws.org/articles/2000/feb2000/isra-f12.shtml>>

World Socialist Web Site -- February 12, 2000 (service de presse de la "quatrième internationale", whatever that means.)

#### MYTHE

Roger Garaudy, écrivain et philosophe français a rédigé voici quelques années un livre richement documenté qui traite des origines du mythe " américain " -- il serait préférable de dire " états-unien "-- par respect pour les peuples et pays du continent des Amériques.

Nous le proposons aujourd'hui en libre téléchargement, tant il nous semble important de disposer de solides connaissances sur cette " civilisation " dominante et dominatrice.

Le fichier a télécharger est peu volumineux ( 55 Ko environ au format zip ), et si pouvez y accéder directement en cliquant sur l'adresse ci dessous.

<<http://www.politique-info.com/index.php>>

#### LES DIX JUIFS LES PLUS INFLUENTS DES USA

##### 1. Alan Greenspan

The country is in an economic downward spiral. Since January, companies have announced 652,510 layoffs -- and more are announced each day. People are not looking to Superman to save the day. They

are looking to one person, and one person only. As Federal Reserve Chairman, Alan Greenspan is, hands down, the most influential Jew in America. He is, some would argue, the most influential person in America. With each interest rate cut – another is expected this week – this 74-year-old contains the key to an economic turnaround in this time of recession. When he speaks, the world listens. Besides that, he's the economy's most optimistic cheerleader. "With all our concerns about the next several quarters, there is still, in my judgment, ample evidence that we are experiencing only a pause," he said in a speech recently.

## **2. Ruth Bader Ginsburg**

The buck stops with Justice Ginsburg. And so did the election. In *Bush v. Gore*, Ginsburg helped shape the national agenda for the next four years. And with the Supreme Court making significant decisions on a daily basis, her role as part of the elite group of top decision-makers in this country makes her all that more influential. What's more, the Court's recent decision in *Good News Club v. Milford Central School*, as well as President Bush's unwavering desire for faith-based initiatives, takes issues of religion off the back-burner.

## **3. Gerald Levin**

Gerald Levin holds a lot of power over you. Name an industry and he has his hand in it. As the second-in-command at AOL Time Warner, he controls what you watch on television, what books you read, how you surf the net, and how your news is delivered -- just to name a few things that he can do.

## **4. Senator Joseph Lieberman**

OK, so he's not the Vice-President, but this Connecticut senator still wields much power in the Washington beltway. His religiousness serves as the backbone for much of his legislature including his continued war against Hollywood. As a politician, he stands tall as a moral epicenter in an oft-immoral business.

## **5. Steven Spielberg**

Consider the following: Spielberg's Dreamworks SKG has finally put a dent into Mouse House's animation with its blockbuster film "Shrek"—which just passed the \$200 million mark and could easily take the Oscar in the new Best Animated Film category. The pre-buzz on his latest film "A.I.," due out this week, is already good. And the third installment of the phenomenally successful "Jurassic Park" franchise is stomping on theaters later this summer. But we already know that Spielberg is a success in Hollywood. It's the fact that he's an influential Jew that puts him on this list. **His Shoah Foundation continues its noble crusade to videotape any Holocaust survivor willing to tell their tale.** His Righteous Persons Foundation (formed with the profits from the 1993 blockbuster, "Schindler's List"), has been focused entirely on the flip side of charity: giving money away. Mr. Spielberg set up the foundation with a mission of promoting Jewish learning, advancing intergroup tolerance and "using arts and media to engage broad audiences on questions of what it means to be Jewish."

## **6. Julie Wiener**

As the Jewish Telegraphic Agency's lead writer on issues of Jewish education, synagogues, spirituality, philanthropy, and the Jewish federation world in the United States, Wiener sets the agenda – and tone – for national Jewish issues of import.

## **7. Ari Fleischer**

When we're living a country where the president isn't always the most succinct person, his press secretary becomes even more important to help convey to us his message. And that person would be 40-year-old Ari Fleischer. Jews were heavily represented in the Clinton Cabinet and White House, but Fleischer is one of the few Jewish faces in a Bush administration. "I believe deeply in my religion and I believe in the principles of my party," says Fleischer. "I don't commingle the two." The son of New York Democrats, Fleischer has spent two decades on Capitol Hill as a Republican party spokesman, and reached the pinnacle of his profession earlier this year when he became White House press secretary. "The Jewish religion teaches people to be responsible, to be open-minded and to care about others," he says. "And I hope that people see that in me as I do my job."

## **8. Michael Bloomberg**

Self-made media mogul Michael Bloomberg has founded a global financial-information company in his own name, grown his net worth to equal the gross national product of a small Central American country, and helped the FBI battle computer hackers and extortionists from Kazakhstan. What's a billionaire to do next, but run for mayor of New York City, one of the highest-profile jobs in American politics outside the presidency? The 59-year-old entrepreneur, whose company provides financial data that pops up on 160,000 desks worldwide, is one of the riches people in the world. Bloomberg is reluctant to give out his net worth but press reports estimate he's worth \$4 billion. He recently gave \$100 million to his alma mater, Johns Hopkins University. He sits on the boards of scores of institutions, from the Metropolitan Museum of Art to the Police & Fire Widows' & Children's Benefit Fund. As he told *the New York Times* in January, "I'm a great American dream."

## **9. Rabbi Herman Neuberger**

Neuberger has been the executive director of the Ner Israel Rabbinical College in Baltimore for more than half a century. Although he comes across as a low key and humble individual, he is one of the most politically well-connected Jews in the Beltway. Additionally, he is viewed as one other top Orthodox leaders in the country, which is the reason why many pulpit rabbis consult with him when they have important issues to discuss.

#### **10. Steve Ballmer**

Steve Ballmer took over as chief executive of Microsoft from Bill Gates six months before a federal court ordered the breakup of the company. As he waits for an appeal decision, Ballmer is guiding the software giant through one of its busiest and most challenging years ever. The CEO has proven he's not afraid to ruffle feathers, like when he hired an outsider -- Rick Belluzzo -- to rescue its MSN Internet service, and then promoted him above company vets to the post of president. Ballmer may be humbled, but he's as confident as ever. He reportedly has no contingency plan if the appeals court upholds the breakup ruling. Oh yeah, one more thing. He's the 13th richest person in the world with a net worth of \$16.6 billion.

<<http://www.jewsweek.com/society/049.htm>>

*On vous épargne les 40 suivants...*

### **MATRAQUAGE COMMUNAUTAIRE**

Communiqué de presse:

#### **Des violences inacceptables à la Sorbonne**

Le Collectif d'information contre la logique de guerre, avec le soutien de la Coordination inter-facs Palestine, a organisé le mardi 19 février 2002 à 18h, une rencontre sur la Palestine, intitulée « palestiniens, israéliens, quelle paix, quelles perspectives » à l'amphithéâtre George Lefebvre à la Sorbonne. Les intervenants de cette rencontre ont été Aïda El Ghoul et Alexandre Mamarbachi pour la mission civile en Palestine, Mehdi Abu Rayan étudiant palestinien à l'université de Bir Zeit, Yehuda Agus objecteur de conscience israélien, et Bahaa Abu Dayyah artiste palestinien.

Le débat a réuni deux cent cinquante personnes. Un groupe d'une vingtaine de personnes a perturbé la réunion par des agressions verbales constantes vis à vis des intervenants et de la salle, interrompant le débat et vociférant des propos racistes ou des menaces. Une partie d'entre eux reconnus comme appartenant au **Béтар**, un groupe paramilitaire de l'extrême droite sioniste bien connu des services de police, a d'abord agressé physiquement un des participants à la porte de l'amphithéâtre, et a prémédité une autre agression physique en attendant les participants à l'extérieur de l'université, avec des barres de fer et des bombes lacrymogènes. Ainsi un étudiant a été violemment frappé à plusieurs reprises au crâne, et transporté aux urgences de l'hôpital Cochin. La victime de l'agression est sortie de l'hôpital le 21 février, avec six points de suture à la tête et une fracture de l'annulaire. Deux membres armés de ce groupe ont été arrêtés et conduits au commissariat du V<sup>o</sup> arrondissement (Maubert-Mutualité). Une plainte est en cours.

Les associations organisatrices, les étudiants et enseignants, participant à la réunion, dénoncent la gravité des violences qui tentent d'empêcher l'expression de la solidarité avec le peuple palestinien et tout espace de dialogue serein sur cette question.

Nous appelons toutes les organisations et associations démocratiques à dénoncer et isoler ces pratiques violentes.

Collectif d'information contre la logique de guerre :

<[Sorbonne-contre-la-guerre@ifrance.com](mailto:Sorbonne-contre-la-guerre@ifrance.com)>

*Les fascistes juifs continuent en toute impunité. Mais les gentils oiseaux qui se réunissent à la Sorbonne n'étaient pas là pour soutenir ceux qui ont été victimes, avant eux, des violences de SA juifs, comme par exemple, récemment, ceux qui ont été devant le tribunal pour se plaindre des violences exercées contre ceux qui étaient venus assister au procès Garaudy, en plein Palais de Justice.*

### **USA POISON**

#### **The Pentagon Mindset: Poison Them!**

Deep inside the sixth of eight glowing articles in its series "10 Days in September" about what wonderful crisis managers George W. Bush and Condoleezza Rice are, *The Washington Post* on February 1 buried the following bit of information: **The Pentagon was considering poisoning Afghanistan's food supply.**

Secretary of Defense Rumsfeld prepared a briefing for Bush on September 17, Bob Woodward and Dan Balz reported. Rice, head of the National Security Council, "and Frank Miller, the senior NSC staffer for defense, went with the President to the Pentagon. Before the briefing, Miller previewed the classified slide presentation prepared for Bush and got a big surprise," Woodward and Balz reported.

"One slide about special operations in Afghanistan said: *Thinking Outside the Box--Poisoning Food Supply*. Miller was shocked and showed it to Rice. The United States doesn't know how to do this, Miller reminded her, and we're not

allowed. It would effectively be a chemical or biological attack--clearly banned by treaties that the United States had signed, including the 1972 Biological Weapons Convention.

"Rice took the slide to Rumsfeld. 'This slide is not going to be shown to the President of the United States,' she said. 'Rumsfeld agreed. 'You're right,' he said.'" Why this wasn't a major story in itself is beyond me: The Secretary of Defense wanted to propose to the President that he poison Afghanistan's food supply! The Pentagon, unchastened by reports that it had intentionally destroyed Iraq's water supply ten years ago (see "The Secret Behind the Sanctions," by Thomas J. Nagy, *The Progressive*, September 2001), was still at its old tricks, planning at the highest levels to pull a similarly lethal and illegal stunt in Afghanistan, one that is banned by the Geneva Convention.

I hope at least one courageous member of the House or Senate Armed Services Committee will ask Rumsfeld about this the next time he comes to Capitol Hill.

Matthew Rothschild

Web Exclusives, February 18, 2002

<<http://www.progressive.org/webex/wx021802.html>>

#### SENATOR CLINTON CONDEMNS ARAFAT

U.S. Senator Hillary Clinton (D-NY) told the Conference of Presidents of Major Jewish Organizations last night that PLO leader Yasser Arafat must stop violence as a means to achieve his goals. Clinton, previously known as an outspoken supporter of the PLO agenda, said that she held Arafat responsible for the ongoing attacks and violence aimed at **innocent Israelis**. "He has failed as a leader to rein in the forces of violence and terrorism," the former First Lady said, adding that his use of force to advance the PLO agenda would not be successful.

Arutz 7, 24 fév

#### PATAUGER AUX PHILIPPINES

##### **The Renewed Phase of U.S. Military Intervention in the Philippines**

By Roland G. Simbulan

The "war games" or "U.S.-Philippine joint military exercises" (code-named Kalayaan-Aguila 2002 or Mindanao Balikatan 02-1) being held in Basilan and Zamboanga are nothing but an outright military operation by U.S. military forces led by the Special Operations Forces (SOFs). For the record, Kalayaan-Aguila 2002 marks the largest U.S. military intervention engaged in actual combat against "real, actual targets" on Philippine soil since the Philippine-American War (1899-1901). It deploys the largest number of U.S. troops for combat in the Basilan-Zamboanga area since the Moro Wars (1901-1911). It should be recalled that the Philippine-American War which began in 1899 actually raged on with Filipino guerrilla units harrassing U.S. expeditionary forces till 1913. This war was later to be noted by historians and scholars as "America's First Vietnam" in Asia.

Under the guise of an annual Balikatan (Shoulder to Shoulder) Military Exercise, 1,200 Philippine troops and 660 U.S. troops are engaged in a "six months to one year" joint military operations against live targets, the Abu Sayyaf. Previous Philippine-U.S. military exercises in various parts of Luzon and Mindoro have avoided areas of rebel or dissident operations obviously to prevent a deeper involvement by U.S. forces in internal conflicts. Even at the height of U.S. military activity on the U.S. bases in the 60s and 70s, U.S. military forces have kept a low profile in the counter-insurgency campaign in the surrounding Central Luzon provinces.

As observed by Associated Press correspondent Pauline Jelinek in an article in the January 11, 2002 issue of U.S. Navy Times, "...Afganistan is not the only country where Americans are fighting or plan to fight the terrorists.... U.S. Special Operations Forces already in the Philippines will spearhead the U.S. effort to bolster the Asian nation's defenses against radical Muslims ... the dispatch of U.S. forces to the Philippines is an example of U.S. efforts to take the fight against terror elsewhere around the globe." In previous months, even before the September 11, 2001 attacks, U.S. military advisers from the Special

Operations Forces have been actively training Philippine Scout Ranger elite units in counter-insurgency and counter-terrorist operations/tactics in various parts of the country. More and more U.S. military activities in the Philippines have been noted in recent months under President Gloria Macapagal-Arroyo as the United States is also considering shifting some of its Pacific forces to the Philippines to relieve the political pressure on U.S. forces especially in Okinawa and South Korea.

President Gloria Macapagal-Arroyo, who is already actively courting the political support of the United States for the 2004 presidential elections, completely disregards the Philippine Constitution which prohibits "foreign military troops" on Philippine soil, unless covered by a treaty to be concurred in by the Senate. All the existing security agreements of the Philippines and the United States (Mutual Defense Treaty, Military Assistance Agreement, Visiting Forces Agreement) do not have provisions for the deployment of foreign military forces, advisers, foreign military trainers or coordinators in actual combat operations. Philippine Undersecretary for Foreign Affairs Lauro Baja himself admitted that this form of operation in an actual combat zone is not even covered by any Memorandum of Understanding between the two countries.

As it is, President Gloria Macapagal-Arroyo and her spokespersons in the military are practicing gross deception when they claim that this military operation with live targets is within the scope and ambit of the "military exercises" covered by the RP-U.S. Visiting Forces Agreement. A joint U.S.-Philippine military exercise for as long as "six months to one year" is unprecedented if not fantastic, for it might as well be forever and indefinite in its duration! This author who has researched U.S. and other foreign military exercises, has never come across any "military exercise" with that long duration. Many sectors in the Philippines today suspect that a Mutual Logistical Support Agreement (MLSA) has already been secretly signed if not agreed upon by the Philippine and U.S. governments as a military to military acquisition and cross-servicing agreement.

The dispatch of a significant number of U.S. troops including elite U.S. special operations forces for combat in the Philippines opens a new chapter in U.S. military intervention in the Philippines. At the height of the anti-Huk campaign in the 1950s, U.S. military intervention was limited to CIA psychological operations by a handful of U.S. operatives and covert agents, and no more than 30 military advisers from the Joint U.S. Military Advisory Group (JUSMAG).

It should be pointed out that this reality of direct involvement of U.S. troops in actual military operations against the Abu Sayyaf or what are perceived as "threats to U.S. interests" could act as a trigger if not a precedent for more massive U.S. military intervention against both the Moro Islamic Liberation Front and the Moro National Liberation Front in Mindanao. Inevitably, these U.S. forces could in the future also be directed against other "terrorists" or "communist terrorists" (CTs) in the U.S. list. Currently, the New People's Army (NPA), the military arm of the Communist Party of the Philippines (CPP), operates in more than 100 guerrilla fronts in at least 50 provinces in Luzon, Visayas and Mindanao. U.S. economic interests and U.S. military forces are known to represent "U.S. imperialism," the avowed enemy of the CPP/NPA.

**This could trigger a larger, protracted war on all fronts. Will the Philippines be another Vietnam?**

Roland G. Simbulan, Professor, University of the Philippines and Author, *The Bases of Our Insecurity*, January 15, 2002.  
<<http://www.boondocksnet.com/centennial/sctexts/simbulan020115.html>>

## UN SITE A SURVEILLER

Une bonne partie des informations et analyses critiques, en anglais, qui cherchent à explorer l'envers du décor se trouve à:

<<http://whatreallyhappened.com/>>

## NN Notules du Net

**Un mot à la mode:** "Blowback" is a term coined by CIA-types to describe the unintended consequences of U.S. intervention in the affairs of other nations.

Afghanistan is a classic example of the syndrome. (*Salon*)

Mordeccai Vanunu

<<http://www.nonviolence.org/vanunu/>>

<<http://www.vanunu.freeseerve.co.uk/>>

Que lit-on dans les mouvements antiglobaux américains?  
Ils deviennent de + en + anar et ils lisent notre ami Daniel Guérin, *Ni dieu ni maître*.  
<<http://www.villagevoice.com/issues/0205/kaplan.php>>

Images des actualités de quelques moments de la guerre d'Algérie  
<[http://www.ina.fr/voir\\_revoir/algérie/](http://www.ina.fr/voir_revoir/algérie/)>

Bagatelles pour les massacres  
<<http://www.amisraelhai.org/>>

Le procès de Milosevitch en direct (différé de 30 minutes)  
<<http://www.un.org/icty/milosevic/audio.htm>>

La "Société (anglaise, évidemment) pour la protection de l'apostrophe":  
<<http://www.apostrophe.fsnet.co.uk/>>

Guerre civile chez les pseudo-anthropologues de Paris-8,  
en fait tous anciens abrutis maoïstes:  
<<http://www.asile.org/facoff/numero01/guerrepron/guerpror.htm>>

Tout ce qui tourne autour du 11 septembre et qui n'est pas clair:  
What really happened ?  
<<http://whatreallyhappened.com/>>

Les nouveaux refuzniks qui ne veulent pas  
faire leur temps de réserve dans les Territoires Occupés:  
<[www.seruv.org.il/defaulteng.asp](http://www.seruv.org.il/defaulteng.asp)>

Les camps de concentration made in USA pour les citoyens d'origine  
japonaise pendant la deuxième guerre mondiale. Photos.  
<[www.csuohio.edu/art\\_photos/](http://www.csuohio.edu/art_photos/)>

Les Israéliens commencent à foutre le camps  
Voir l'article de Sylvana Foa dans *Village Voice*  
Week of February 13 - 19, 2002  
<<http://www.villagevoice.com/issues/0207/foa.php>>

Le Petit décontaminateur (des OGM) 32 p.  
<<http://france.indymedia.org/local/webcast/uploads/jardinage.pdf>>

Quelques liens avec des sites philippins anti-invasion US  
<<http://cicg.free.fr/dirautre/philip.htm>>

Jospinul, le type qui fait semblant d'être au courant. En direct à la radio, il invente un nouveau pays d'Asie  
centrale: **le Kirzigistan**, où seraient basés les avions français. Mieux que la Poldévie! Plus fort que la  
Syldavie ! En français ça doit même s'écrire le *Cours-y qui se tend...*(France Inter, 5 mars).

+++++

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a  
prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<